

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/007222]

11 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, modifié par le décret du 16 février 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

- 1° l'accord de coopération du 15 juillet 2014 : l'accord de coopération du 15 juillet 2014 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire française concernant les modalités de fonctionnement de l'Institut interfédéral de statistique, du conseil d'administration et des Comités scientifiques de l'Institut des comptes nationaux;
- 2° l'Autorité de protection des données : l'autorité de contrôle des traitements de données à caractère personnel visée à l'article 3 de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données;
- 3° le chef statisticien : l'administrateur général de l'Institut;
- 4° le code de bonnes pratiques de la statistique européenne : le code de bonnes pratiques visé à l'article 11 du règlement (CE) n° 223/2009 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 relatif aux statistiques européennes et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1101/2008 relatif à la transmission à l'Office statistique des Communautés européennes d'informations statistiques couvertes par le secret, le règlement (CE) n° 322/97 du Conseil relatif à la statistique communautaire et la décision 89/382/CEE, Euratom du Conseil instituant un comité du programme statistique des Communautés européennes;
- 5° les déclarants : les personnes physiques et morales, les ménages, les entités privées et publiques qui fournissent directement des informations les concernant ou concernant leur personnel, leurs membres ou leurs activités;
- 6° les détenteurs de données : toutes les entreprises au sens de l'article 1^{er} du Livre I du Code de droit économique qui sont sollicitées pour fournir aux producteurs de statistiques officielles des données en leur possession nécessaires à la réalisation des programmes statistiques visés à l'article 17/9;
- 7° les données confidentielles : les données permettant l'identification, directe ou indirecte, d'unités statistiques;
- 8° l'évaluation des politiques publiques : l'appréciation systémique du fonctionnement et/ou des résultats d'un programme ou d'une politique publique, par rapport à un ensemble de normes explicites ou implicites, afin de contribuer à l'amélioration du programme ou de la politique publique;
- 9° les fournisseurs de données : les unités d'administration publique, les autorités, les administrations locales et les organismes privés chargés d'une mission de service public ou bénéficiant d'un financement public, sollicités pour fournir des données en leur possession qui sont nécessaires à la réalisation des programmes visés aux articles 12 et 17/9;
- 10° le Gouvernement : le Gouvernement wallon;
- 11° l'Institut : l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique;
- 12° le Ministre : le Ministre-Président du Gouvernement wallon;
- 13° le Parlement : le Parlement wallon;
- 14° les principes statistiques : les principes visés à l'article 2 du règlement (CE) n° 223/2009 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 relatif aux statistiques européennes et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1101/2008 relatif à la transmission à l'Office statistique des Communautés européennes d'informations statistiques couvertes par le secret, le règlement (CE) n° 322/97 du Conseil relatif à la statistique communautaire et la décision 89/382/CEE, Euratom du Conseil instituant un comité du programme statistique des Communautés européennes;
- 15° la Région : la Région wallonne;
- 16° le règlement relatif aux statistiques européennes : le règlement (CE) n° 223/2009 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 relatif aux statistiques européennes et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1101/2008 relatif à la transmission à l'Office statistique des Communautés européennes d'informations statistiques couvertes par le secret, le règlement (CE) n° 322/97 du Conseil relatif à la statistique communautaire et la décision 89/382/CEE, Euratom du Conseil instituant un comité du programme statistique des Communautés européennes;
- 17° le RGPD : le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

18° les unités d'administration publique : les unités d'administration publique définies à l'article 3 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

19° l'unité statistique : l'unité d'observation de base à laquelle se rapportent les données.

A l'alinéa 1^{er}, 7°, les données confidentielles comprennent les données à caractère personnel y compris les catégories particulières de données visées à l'article 9 du RGPD. Pour déterminer si une unité statistique est identifiable, il est tenu compte de tous les moyens appropriés qui peuvent raisonnablement être utilisés par un tiers pour identifier l'unité statistique. ».

Art. 2. A l'article 8 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « d'intérêt public » sont remplacés par les mots « de type 1 »;

2° à l'alinéa 2, les mots « de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et de ses arrêtés d'exécution qui sont applicables aux organismes de la catégorie A » sont remplacés par les mots « du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, et de ses arrêtés d'exécution qui sont applicables aux organismes de type 1. ».

Art. 3. L'article 9 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1^{er}. L'Institut est l'autorité statistique de la Région.

Dans ce cadre, il a pour mission de développer, produire et diffuser des statistiques officielles et de coordonner les activités du système statistique wallon visées au chapitre III/1.

Il constitue l'interlocuteur régional des instances statistiques fédérales, européennes et internationales et il revêt la qualité d'autorité statistique de la Région au sein de l'Institut interfédéral de statistique créé par l'accord de coopération du 15 juillet 2014.

§ 2. L'Institut a également une mission générale d'aide à la décision. Cette mission consiste à développer, produire et diffuser, en toute indépendance scientifique et professionnelle et de manière objective, impartiale et transparente :

1° des travaux statistiques;

2° des travaux d'évaluation des politiques publiques;

3° des travaux de prospective et de prévision;

4° des travaux de recherches qui alimentent la mission générale d'aide à la décision.

L'Institut exerce cette mission dans tous les domaines de compétences de la Région.

§ 3. Dans le cadre de ses missions, l'Institut peut traiter des données confidentielles. Il est responsable du traitement au sens de l'article 4, 7), du RGPD des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution de ses missions.

§ 4. L'Institut est un institut scientifique.

Il exerce ses missions dans le respect des principes statistiques et du code de bonnes pratiques de la statistique européenne et jouit d'une indépendance professionnelle à l'égard tant des autres instances et services politiques, réglementaires ou administratifs, que des opérateurs du secteur privé et associatif. ».

Art. 4. L'article 10 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Pour réaliser les missions visées à l'article 9, l'Institut a accès aux études que les unités d'administration publique wallonnes réalisent ou font réaliser pour leur compte. ».

Art. 5. L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. La transmission de données confidentielles peut avoir lieu entre les autorités statistiques de l'Institut interfédéral de statistique, si elle est nécessaire à l'efficacité du développement, de la production et de la diffusion de statistiques publiques au sens de l'accord de coopération du 15 juillet 2014, ou pour améliorer la qualité de statistiques publiques. ».

Art. 6. L'article 12 du même décret, modifié par le décret du 6 novembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. § 1^{er}. L'Institut établit, dans les six mois de la déclaration de politique régionale, le programme pluriannuel de ses travaux visés à l'article 9,

§ 2. Le programme pluriannuel contient au moins une évaluation des politiques publiques.

Le Gouvernement l'approuve au plus tard dans les deux mois de sa remise par l'Institut et le communique au Parlement.

§ 2. L'Institut établit, pour le 30 septembre de chaque année, le programme annuel de ses travaux visés à l'article 9, § 2.

Le Gouvernement l'approuve au plus tard dans les six semaines de sa remise par l'Institut et le communique au Parlement afin qu'il puisse faire des recommandations au Gouvernement en vue de l'établissement du prochain programme.

§ 3. Par l'approbation du programme annuel de ses travaux, le Gouvernement accorde à l'Institut un mandat de collecte afin de recueillir les données, y compris les données confidentielles, nécessaires à la réalisation de ce programme.

En vertu de ce mandat, les fournisseurs de données transmettent à l'Institut, gratuitement et dans la forme et le délai qu'il fixe, les études et les données nécessaires à la réalisation de ce programme qui sont en leur possession, y compris les données confidentielles, ainsi que les données d'identification. La transmission de ces données est accompagnée des informations méthodologiques et des métadonnées relatives à ces données.

Si des données suffisantes, pertinentes et fiables ne sont pas disponibles auprès des fournisseurs de données, ce mandat implique le droit de recueillir les données directement auprès des déclarants.

§ 4. L'Institut envoie au Gouvernement :

1° son rapport annuel d'activités au plus tard pour le 30 août de l'année qui suit;

2° son rapport pluriannuel d'activités au plus tard pour le 30 mars de l'année du terme du programme.

Dans le mois qui suit la réception des rapports d'activités visés à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement les envoie au Parlement afin qu'il puisse faire des recommandations au Gouvernement. ».

Art. 7. Dans l'article 14 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Lorsque l'emploi d'administrateur général est vacant, le Gouvernement en avise par écrit le président du comité des utilisateurs visé à l'article 17/8 qui réunit un jury de sélection composé d'un membre du personnel académique issu de chacune des universités actives en Région wallonne, expert dans l'une des matières traitées par l'Institut et d'un membre d'une organisation internationale de statistique. Le président du comité des utilisateurs assume la présidence de ce jury. Il veille à respecter la parité hommes-femmes dans la composition du jury de sélection.

Le Gouvernement lance un appel à candidatures par la voie d'une publication au *Moniteur belge* et sur le site internet du Gouvernement. Cet appel à candidatures comporte :

- 1° la description de fonction, le profil de compétences, les aptitudes requises en matière de gestion et d'organisation et les conditions de recevabilité des candidatures en termes de diplôme, d'expérience et d'incompatibilité de l'exercice de la fonction avec un mandat politique;
- 2° le mode et la date ultime d'introduction des candidatures;
- 3° les documents que contient, sous peine de nullité, l'acte de candidature;
- 4° la description et la méthodologie de la procédure de sélection qui comprend une audition des candidats par le jury.

Tous les éléments repris dans l'appel à candidatures sont fixés par le jury.

Le jury de sélection organise les épreuves de sélection lui permettant, à l'aide des critères de sélection visés à l'alinéa 2, 4°, de cerner les compétences professionnelles, les aptitudes de gestion et d'organisation des candidats. Sur la base des résultats aux épreuves de sélection, le jury de sélection rédige un rapport écrit et motivé reprenant les aptitudes de chacun des candidats, et classant les candidats en deux catégories « apte » et « napte ». Le jury de sélection envoie ce rapport au Gouvernement. Sur la base du rapport du jury, le Gouvernement désigne l'administrateur général parmi les candidats jugés aptes par le jury et en informe par écrit l'Institut.

2° L'administrateur général est assimilé à un fonctionnaire général dirigeant de rang A2 au sens du Code de la fonction publique wallonne et bénéficie de l'échelle de traitement correspondante. Il est désigné pour une période de cinq ans, renouvelable deux fois pour des périodes maximales de cinq ans. »;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'administrateur général assure la direction, y compris scientifique, de l'Institut. »;

4° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. L'administrateur général est soumis à des évaluations qui portent sur la mise en oeuvre des compétences indiquées dans le descriptif de fonction, sur la qualité de sa gestion scientifique et de sa gestion administrative et stratégique.

Ces évaluations sont réalisées par le jury de sélection visé au paragraphe 1^{er}.

Une évaluation intermédiaire de l'administrateur général est réalisée trente mois à dater de sa désignation et une évaluation finale est réalisée au plus tard soixante mois à dater de sa désignation.

Lorsque le Gouvernement estime, que la situation ou la réputation de l'Institut le requiert, il peut demander une évaluation de l'administrateur général. Cette évaluation se déroule conformément aux paragraphes 4 à 6. »;

5° l'article est complété par les paragraphes 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 5. Les évaluations intermédiaires et finales font l'objet d'un rapport motivé. Ce rapport est envoyé au Ministre et, par envoi recommandé avec accusé de réception, à l'administrateur général.

L'évaluation est positive ou négative.

L'administrateur général peut introduire, par un envoi recommandé un recours auprès du Ministre contre son évaluation intermédiaire ou finale négative dans un délai de dix jours à dater de sa réception. A défaut, l'évaluation est définitive.

En cas de recours introduit par l'administrateur général dans le délai visé à l'alinéa 3, ce dernier peut exposer par écrit au Ministre les motifs pour lesquels il conteste l'évaluation dans les dix jours de l'introduction de son recours. Il peut solliciter une audition, à laquelle le Ministre fait droit lorsqu'elle est demandée.

Après avoir pris connaissance des motifs du recours, le Ministre peut modifier l'évaluation.

Si, malgré le recours, l'évaluation effectuée par le jury de sélection reste négative, le recours de l'administrateur général et ses motifs sont inclus dans le rapport d'évaluation.

Le Ministre envoie au Gouvernement sa décision, le rapport d'évaluation, le cas échéant incluant le recours de l'administrateur général et ses motifs, et peut proposer la fin du mandat de l'administrateur général.

§ 6. Les rapports d'évaluation intermédiaire ou finale définitifs sont envoyés au Gouvernement par le Ministre.

En cas d'évaluation intermédiaire négative, le Gouvernement peut mettre fin anticipativement à la désignation de l'administrateur général. Le cas échéant, une nouvelle procédure de désignation d'un administrateur général est lancée conformément au paragraphe 1^{er}.

En cas d'évaluation finale négative, la désignation de l'administrateur général n'est pas renouvelée. Une nouvelle procédure de désignation est lancée conformément au paragraphe 1^{er}. L'administrateur général sortant qui a fait l'objet de l'évaluation finale négative ne peut pas se présenter à la nouvelle procédure de désignation.

La désignation de l'administrateur général qui bénéficie d'une évaluation finale positive au terme de la première période de cinq ans est renouvelée de plein droit pour une nouvelle durée de cinq ans, sans mise en oeuvre d'une nouvelle procédure de désignation d'un administrateur général.

La désignation de l'administrateur général qui bénéficie d'une évaluation finale positive au-delà de la première période de cinq ans peut être renouvelée par le Gouvernement pour une période de cinq ans sans mise en oeuvre d'une nouvelle procédure de désignation d'un administrateur général. ».

Art. 8. L'article 15 du même décret est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 17, alinéa 1^{er}, du même décret, le 5° est abrogé.

Art. 10. Les articles 17/1 à 17/3 du même décret, modifiés par le décret du 16 février 2017, sont abrogés.

Art. 11. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre III/1 est remplacé par ce qui suit : « Du système statistique wallon ».

Art. 12. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/4 rédigé comme suit :

« Art. 17/4. § 1^{er}. Le présent chapitre établit le cadre juridique applicable au développement, à la production et à la diffusion des statistiques officielles en Région wallonne.

§ 2. Les statistiques officielles sont des informations quantitatives ou qualitatives, agrégées et représentatives, caractérisant un phénomène collectif au sein d'une population considérée, qui :

- 1° répondent aux besoins des utilisateurs;
- 2° sont développées, produites et diffusées par les producteurs visés à l'article 17/5 conformément aux principes statistiques et au code de bonnes pratiques de la statistique européenne;
- 3° sont accessibles au public;
- 4° servent à assurer l'élaboration, l'exécution, le suivi et l'évaluation des politiques publiques;
- 5° sont inscrites dans les programmes statistiques.

§ 3. Les statistiques officielles sont pertinentes, exactes, fiables, à jour, ponctuelles, accessibles, claires, comparables et cohérentes. Elles sont développées, produites et diffusées sur la base des principes d'impartialité et d'objectivité, d'efficacité, d'indépendance scientifique et professionnelle, en utilisant une méthodologie solide et des procédures statistiques adaptées, tout en respectant la confidentialité des données. ».

Art. 13. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/5 rédigé comme suit :

« Art. 17/5. Le système statistique est l'organisation constituée des producteurs de statistiques officielles qui comprend :

- 1° l'autorité statistique de la Région;
- 2° les autres producteurs de statistiques officielles.

Les autres producteurs de statistiques officielles sont des entités qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- 1° elles font partie d'instances qui relèvent de l'autorité de la Région; 2° elles ont la production de travaux statistiques dans leurs missions;
- 3° elles sont professionnellement indépendantes à l'intérieur de leurs instances respectives pour leurs activités liées au développement, à la production et à la diffusion des statistiques officielles;
- 4° elles exécutent les activités visées au 3° sous la direction d'un responsable désigné;
- 5° elles sont identifiées en tant que producteurs de statistiques officielles dans les programmes statistiques annuels conformément à l'article 17/7, 6°. »

Art. 14. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/6 rédigé comme suit :

« Art. 17/6. § 1^{er}. L'autorité statistique est dirigée par le chef statisticien qui est responsable de la coordination de toutes les activités de développement, de production et de diffusion des statistiques officielles dans le cadre du système statistique.

§ 2. L'autorité statistique et les autres producteurs de statistiques officielles développent, produisent et diffusent les statistiques officielles de la Région dans le respect des principes statistiques et du code de bonnes pratiques de la statistique européenne, qui s'appliquent à toutes les composantes et toutes les activités du système statistique, ainsi que selon les lignes directrices définies par le chef statisticien. Tous les producteurs de statistiques officielles se conforment au code de conduite de l'autorité statistique approuvé par l'Autorité de protection des données conformément à l'article 40 du RGPD.

§ 3. Le chef statisticien et les responsables des autres producteurs de statistiques officielles jouissent de l'indépendance professionnelle dans l'exercice de leurs missions.

Le chef statisticien est seul compétent pour décider des méthodes et des procédures statistiques relatives aux statistiques officielles produites par l'autorité statistique.

Les responsables des autres producteurs de statistiques officielles sont seuls compétents pour décider des méthodes et des procédures statistiques relatives aux statistiques officielles qu'ils produisent, dans le respect de la coordination et des lignes directrices définies par le chef statisticien. ».

Art. 15. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/7 rédigé comme suit :

« Art. 17/7. Les missions du chef statisticien sont les suivantes :

- 1° défendre l'indépendance professionnelle du système statistique, en diriger le développement stratégique et représenter le système statistique à l'échelon fédéral, européen et international;
- 2° assumer la responsabilité de la coordination des activités du système statistique;
- 3° élaborer les programmes statistiques annuels et quinquennaux conformément à l'article 17/9 ainsi que les rapports sur leur mise en oeuvre;
- 4° présenter au Parlement les programmes statistiques quinquennaux et annuels et les rapports sur leur mise en oeuvre;
- 5° définir et promouvoir des lignes directrices à appliquer dans l'ensemble du système statistique pour le développement, la production et la diffusion des statistiques officielles;

- 6° déterminer les activités et les résultats attendus dans le cadre des programmes statistiques annuels et identifier les producteurs de statistiques officielles en charge de ceux-ci pour autant qu'ils remplissent les conditions fixées à l'article 17/5, alinéa 2, 1° à 4°. ».

Art. 16. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/8 rédigé comme suit :

« Art. 17/8. § 1^{er}. Le comité des utilisateurs est l'organe représentant les utilisateurs des statistiques officielles auprès du système statistique.

§ 2. Le comité des utilisateurs est chargé de :

- 1° participer activement, à la demande du chef statisticien ou d'initiative, à l'élaboration des programmes statistiques quinquennaux et annuels;
- 2° veiller à ce que les programmes statistiques répondent aux besoins prioritaires de la société en matière d'information statistique et évaluer en continu la pertinence des statistiques officielles;
- 3° faire des recommandations au Gouvernement et au chef statisticien, d'initiative ou à leur demande, relatives au développement stratégique de la statistique officielle;
- 4° donner un avis au Gouvernement sur les programmes statistiques quinquennaux et annuels;
- 5° donner un avis au Gouvernement sur la mise en oeuvre des programmes statistiques quinquennaux et annuels et examiner les incidences de l'allocation budgétaire sur la mise en oeuvre de ces programmes.

Les avis mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 4° et 5°, sont joints aux rapports de mise en oeuvre visés à l'article 17/7, 4°.

Dans l'exercice de ses missions, le comité des utilisateurs promeut l'application des principes statistiques.

§ 3. Le comité des utilisateurs est composé de membres représentant différentes catégories d'utilisateurs provenant du monde socio-économique et environnemental, du monde scientifique qui est représenté par les universités et les centres de recherche actifs en Région wallonne, de la société civile et des institutions publiques wallonnes. Les institutions publiques wallonnes ne forment pas la majorité du comité. Le chef statisticien est membre de droit de ce comité.

Les membres du comité agissent en toute indépendance et sont désignés par le Gouvernement pour un mandat d'une durée de cinq ans renouvelable.

Le comité élit un président parmi les membres issus de chacune des universités actives en Région wallonne.

Le secrétariat du comité est assuré par l'autorité statistique.

§ 4. Le Gouvernement fixe la composition du comité des utilisateurs, sur proposition du chef statisticien, ainsi que ses modalités d'organisation et le mode d'indemnisation de ses membres.

Le comité des utilisateurs adopte son règlement d'ordre intérieur qui régit ses méthodes de travail et ses procédures de prise de décision.

§ 5. L'autorité statistique publie sur son site internet la liste des membres du comité des utilisateurs. Elle rend également publics les travaux du comité des utilisateurs par leur diffusion sur son site internet. ».

Art. 17. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/9 rédigé comme suit :

« Art. 17/9. § 1^{er}. Le chef statisticien élabore les projets de programmes statistiques quinquennaux et annuels.

§ 2. Le programme statistique quinquennal détermine la vision d'ensemble et les orientations prioritaires du développement du système statistique, définit le développement stratégique des statistiques officielles et le cadre budgétaire nécessaire à sa réalisation.

Pour le réaliser, le chef statisticien consulte le Gouvernement et le comité des utilisateurs.

Le chef statisticien transmet le programme pour avis au comité des utilisateurs au plus tard onze mois avant le début de sa mise en oeuvre et ensuite au Gouvernement au plus tard huit mois avant le début de sa mise en oeuvre, accompagné de l'avis du comité des utilisateurs.

Le Gouvernement prend acte du programme statistique quinquennal et de ses projections budgétaires, au plus tard trois mois avant le début de sa mise en oeuvre.

§ 3. Le programme statistique annuel confère un caractère opérationnel au programme statistique quinquennal.

Le chef statisticien intègre au programme statistique annuel les besoins en information statistique qui sont nécessaires à la réalisation du programme statistique intégré visé à l'article 8 de l'accord de coopération du 15 juillet 2014 et les besoins qui sont nécessaires au respect des obligations européennes et internationales. Pour le réaliser, il consulte le comité des utilisateurs et il veille à limiter la charge sur les déclarants.

Le chef statisticien énumère, en démontrant leur lien avec le programme quinquennal et en les budgétisant :

- 1° toutes les statistiques officielles à développer, produire et publier ainsi que leur calendrier de publication;
- 2° les registres statistiques à créer et à tenir à jour conformément à l'article 17/11, § 1^{er};
- 3° les autres activités liées au développement des statistiques officielles;
- 4° les producteurs de statistiques officielles en charge de chacune des activités visées aux 1° à 3°;
- 5° toutes les transmissions, aux producteurs de statistiques officielles, de données jugées nécessaires à la réalisation du programme statistique;
- 6° toutes les collectes de données à réaliser par les producteurs de statistiques officielles;
- 7° la durée de conservation des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la réalisation du programme statistique ainsi que les mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter afin de garantir les droits et libertés des personnes concernées;
- 8° les éventuelles hypothèses de responsabilités conjointes, au sens du RGPD, dans le traitement de données à caractère personnel nécessaires à la production de statistiques officielles;
- 9° les besoins en ressources humaines et techniques y afférentes.

Le chef statisticien transmet le programme pour avis au comité des utilisateurs au plus tard huit mois avant le début de sa mise en oeuvre et au Gouvernement au plus tard cinq mois avant le début de sa mise en oeuvre, accompagné de l'avis du comité des utilisateurs.

Le Gouvernement approuve le programme statistique annuel en adoptant son cadre budgétaire, au plus tard trois mois avant le début de sa mise en œuvre.

§ 4. Le chef statisticien publie les programmes statistiques quinquennaux et annuels sur le site internet de l'autorité statistique. ».

Art. 18. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/10 rédigé comme suit :

« Art. 17/10. § 1^{er}. Par l'approbation des programmes statistiques annuels, le Gouvernement accorde à l'autorité statistique et aux autres producteurs de statistiques officielles un mandat de collecte imposable aux tiers afin de recueillir les données, y compris les données confidentielles, qui sont nécessaires à la réalisation de ces programmes.

En vertu de ce mandat, les fournisseurs de données transmettent à l'autorité statistique ou aux autres producteurs de statistiques officielles, gratuitement et dans la forme et le délai qu'ils fixent, les études et les données qui sont en leur possession, y compris les données confidentielles ainsi que les données d'identification, qui sont nécessaires à la réalisation de ces programmes. La communication de ces données est accompagnée des informations méthodologiques et des métadonnées relatives à ces données.

Si des données suffisantes, pertinentes et fiables ne sont pas disponibles auprès des fournisseurs de données, ce mandat implique le droit de recueillir ces données directement auprès des déclarants ou des détenteurs de données.

§ 2. Si les fournisseurs de données prévoient de procéder à une nouvelle collecte de données ou à une révision majeure de la collecte ou du traitement des données d'une façon qui peut avoir une incidence sur les données fournies aux fins des statistiques officielles, ils se concertent avec l'autorité statistique et, s'il y a lieu, avec les autres producteurs de statistiques officielles, avant de prendre une décision.

§ 3. Lorsqu'une enquête à caractère obligatoire pour les déclarants est prévue dans le programme statistique annuel, le Gouvernement fixe les règles de réalisation de l'enquête et les obligations des déclarants soumis à cette enquête. Ces déclarants prêtent leur concours gratuitement à l'enquête visée. A titre exceptionnel, le Gouvernement peut prévoir une indemnité pour le concours prêté à l'enquête obligatoire, eu égard à la charge importante qui pèse sur les déclarants. Le Gouvernement fixe les règles selon lesquelles l'indemnité peut être accordée ainsi que le montant de l'indemnité.

§ 4. Les données confidentielles obtenues pour la production de statistiques officielles sont utilisées par l'autorité statistique et les autres producteurs de statistiques officielles exclusivement à des fins statistiques, à moins que le déclarant donne sans équivoque son consentement à leur utilisation à d'autres fins.

§ 5. Tous les producteurs de statistiques officielles vérifient que les unités statistiques ne sont pas identifiables, ni directement ni indirectement, par le biais des statistiques officielles publiées compte tenu de tous les moyens appropriés qui pourraient raisonnablement être utilisés par un tiers pour identifier l'unité statistique.

§ 6. Tous les producteurs de statistiques officielles assurent la protection physique et logique des données confidentielles et empêchent leur divulgation illicite, et ce conformément aux lignes directrices définies par le chef statisticien et au codé de conduite visé à l'article 17/6.

§ 7. Le chef statisticien et les responsables des autres producteurs de statistiques officielles sont responsables du traitement au sens de l'article 4, 7), du RGPD des traitements de données à caractère personnel qu'ils réalisent à des fins statistiques. ».

Art. 19. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/11 rédigé comme suit :

« Art. 17/11. § 1^{er}. Les producteurs de statistiques officielles peuvent, sur la base des données collectées indirectement auprès des fournisseurs ou des détenteurs de données ou directement auprès des déclarants, créer et tenir à jour des registres statistiques qui sont utilisés exclusivement à des fins statistiques. Les registres statistiques sont constitués d'unités statistiques et de leurs caractéristiques, y compris celles permettant leur identification. Ces données peuvent provenir de sources d'origines diverses.

§ 2. Pour exécuter ses tâches en matière de statistiques, l'autorité statistique peut coupler des données si elle les pseudonymise préalablement à tout traitement ultérieur. ».

Art. 20. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/12 rédigé comme suit :

« Art. 17/12. § 1^{er}. En dehors des programmes statistiques, les producteurs de statistiques officielles peuvent fournir des travaux statistiques à la demande d'une autorité publique internationale, nationale, régionale ou locale. Pour ce faire, ils utilisent les données qu'ils détiennent ou à défaut, procèdent à une collecte de données. La participation à ces nouvelles collectes de données ne peut pas être obligatoire ni pour les fournisseurs ou les détenteurs de données, ni pour les déclarants.

§ 2. Les autorités visées au paragraphe 1^{er} prennent en charge le surcoût de ces travaux statistiques.

Le public est informé des travaux statistiques fournis.

§ 3. Ces travaux statistiques ne sont pas considérés comme des statistiques officielles. Ils ne peuvent pas compromettre la production et la qualité des statistiques officielles ni la crédibilité du système statistique. ».

Art. 21. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/13 rédigé comme suit :

« Art. 17/13. § 1^{er}. La transmission de données confidentielles par un producteur de statistiques officielles du système statistique wallon qui a effectué la collecte des données, à un autre producteur de statistiques officielles du système statistique wallon peut avoir lieu si elle est nécessaire au développement, à la production et à la diffusion des statistiques officielles ou pour améliorer la qualité des statistiques officielles.

§ 2. Les données confidentielles transmises conformément au présent article sont utilisées exclusivement à des fins statistiques et sont accessibles uniquement aux membres de leur personnel effectuant des tâches statistiques dans leur domaine d'activité particulier. Dès que l'identification des unités statistiques n'est plus nécessaire dans le cadre de la réalisation de ces travaux statistiques, les données sont pseudonymisées. ».

Art. 22. Dans le chapitre III/1 du même décret, il est inséré un article 17/14 rédigé comme suit :

« Art. 17/14. § 1^{er}. L'accès, à des fins scientifiques, aux données confidentielles qui permettent uniquement une identification indirecte des unités statistiques et qui ont été collectées par les producteurs de statistiques officielles dans leurs domaines de compétences respectifs, peut être accordé si les conditions suivantes sont remplies :

- 1° une entité de recherche reconnue conformément au paragraphe 2 demande l'accès;
- 2° une proposition appropriée de recherche, dont le contenu est fixé au paragraphe 3, est présentée;
- 3° le type de données confidentielles demandé à des fins scientifiques est précisé;

- 4° un représentant désigné de l'entité de recherche signe un engagement de confidentialité concernant tous les chercheurs de l'entité qui ont accès aux données confidentielles destinées à des fins scientifiques et précise les conditions d'accès telles que :
- les obligations des chercheurs;
 - les mesures prises pour préserver la confidentialité des données;
 - l'obligation de transmettre toute publication au producteur avant sa diffusion;
 - l'obligation de vérifier que les unités statistiques ne sont pas identifiables indirectement par le biais des résultats publiés;
 - l'interdiction d'utiliser les données à d'autres fins que celles reprises dans le projet de recherche;
 - l'interdiction de transmettre les données à un tiers;
 - les sanctions en cas de non-respect de ces obligations.

Les demandes d'accès aux données confidentielles sont adressées au producteur de statistiques officielles qui a procédé à la collecte initiale de ces données.

§ 2. La reconnaissance des entités de recherche repose sur des critères concernant :

- l'objectif de l'entité, qui est évalué sur la base de son statut, de sa mission ou de toute autre déclaration d'objectif et qui contient une référence à la recherche;
- l'expérience confirmée ou la réputation de l'entité en tant qu'organisme qui produit une recherche de qualité et en publie les résultats;
- les modalités d'organisation interne de la recherche;
- les garanties prises, en termes d'exigences techniques et d'infrastructures, pour assurer la sécurité des données.

Cette reconnaissance est accordée par l'autorité statistique sur la base d'un rapport d'évaluation envoyé par le producteur de statistiques officielles auquel la demande d'accès a été adressée.

L'autorité statistique met à la disposition de tous les producteurs de statistiques officielles les rapports d'évaluation des entités de recherche et publie sur son site internet la liste des entités de recherche reconnues.

A l'alinéa 1^{er}, 2°, l'expérience de l'entité dans la réalisation de projets de recherche est évaluée à partir des listes disponibles des publications et des projets de recherche auxquels l'entité participe.

Pour répondre au critère visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, l'entité de recherche est une organisation séparée dotée de la personnalité juridique, consacrée à la recherche, ou un département de recherche au sein d'une organisation. Elle est indépendante et autonome dans la formulation de ses conclusions scientifiques et distincte de la sphère politique de l'organisme auquel elle appartient.

§ 3. La proposition de recherche indique avec précision :

- les fins scientifiques et l'objectif poursuivis par la recherche;
- la raison pour laquelle cet objectif ne peut pas être atteint à partir de données non confidentielles;
- l'entité qui demande l'accès;
- les chercheurs qui ont accès aux données;
- les données et les variables auxquelles l'accès est demandé et les méthodes d'analyse de celles-ci;
- les résultats attendus de la recherche ultérieurement publiés ou diffusés.

Chaque chercheur qui a un accès aux données signe une déclaration de confidentialité qui accompagne la proposition de recherche.

Le producteur à qui la demande d'accès a été adressée évalue la proposition de recherche.

Les rapports d'évaluation des propositions de recherche sont envoyés à l'autorité statistique qui les met à la disposition de tous les producteurs de statistiques officielles sur un réseau intranet. ».

Art. 23. Dans l'article 20 du même décret, le 2° est abrogé.

Art. 24. Sont abrogés :

- l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 1998 portant création d'un Observatoire de l'emploi;
 - l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2001 portant création d'un Observatoire de la mobilité.
- Namur, le 11 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1656 (2023-2024) N° 1, 1bis à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 10 avril 2024

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/007222]

11. APRIL 2024 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik) (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik), abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- 1° das Zusammenarbeitsabkommen vom 15. Juli 2014: das Zusammenarbeitsabkommen vom 15. Juli 2014 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission von Brüssel-Hauptstadt und der Französischen Gemeinschaftskommission bezüglich der Funktionsweise des Interföderalen Instituts für Statistik sowie des Verwaltungsrates und der wissenschaftlichen Ausschüsse des Instituts für Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen;
- 2° die Datenschutzbehörde: die in Artikel 3 des Gesetzes vom 3. Dezember 2017 zur Einrichtung der Datenschutzbehörde genannte Kontrollbehörde für die Verarbeitung personenbezogener Daten;
- 3° der Chefstatistiker: der Generalverwalter des Instituts;
- 4° der Verhaltenskodex für europäische Statistiken: der Verhaltenskodex gemäß Artikel 11 der Verordnung (EG) Nr. 223/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2009 über europäische Statistiken und zur Aufhebung der Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1101/2008 über die Übermittlung von unter die Geheimhaltungspflicht fallenden statistischen Informationen an das Statistische Amt der Europäischen Gemeinschaften, der Verordnung (EG) Nr. 322/97 des Rates über die Gemeinschaftsstatistiken und des Beschlusses 89/382/EWG, Euratom des Rates zur Einsetzung eines Ausschusses für das Statistische Programm der Europäischen Gemeinschaften;
- 5° die Anmelder: natürliche und juristische Personen, Haushalte, private und öffentliche Einrichtungen, die direkt Informationen über sie selbst oder über ihr Personal, ihre Mitglieder oder ihre Tätigkeiten bereitstellen;
- 6° die Dateninhaber: alle Unternehmen im Sinne von Artikel 1 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches, die gebeten werden, für die Produzenten amtlicher Statistiken die in ihrem Besitz befindlichen Daten bereitzustellen, die für die Durchführung der in Artikel 17/9 genannten statistischen Programme erforderlich sind;
- 7° die vertraulichen Daten: Daten, die eine direkte oder indirekte Identifizierung von statistischen Einheiten ermöglichen;
- 8° die Bewertung der öffentlichen Politiken: die systemische Beurteilung der Funktionsweise und/oder der Ergebnisse eines Programms oder einer öffentlichen Politik im Vergleich zu einer Reihe von expliziten oder impliziten Normen, um zur Verbesserung des Programms oder der öffentlichen Politik beizutragen;
- 9° die Datenlieferanten: die öffentlichen Verwaltungseinheiten, die Behörden, die lokalen Verwaltungen und Privateinrichtungen, die mit Aufgaben des öffentlichen Dienstes beauftragt sind oder staatliche Finanzierung erhalten, die um die Bereitstellung von in ihrem Besitz befindlichen Daten ersucht werden, die für die Durchführung der in den Artikeln 12 und 17/9 genannten Programme erforderlich sind;
- 10° die Regierung: die Wallonische Regierung;
- 11° das Institut: das Wallonische Institut für Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique");
- 12° der Minister: der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung;
- 13° das Parlament: das Wallonische Parlament;
- 14° die statistischen Grundsätze: die in Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 223/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2009 über europäische Statistiken und zur Aufhebung der Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1101/2008 über die Übermittlung von unter die Geheimhaltungspflicht fallenden statistischen Informationen an das Statistische Amt der Europäischen Gemeinschaften, der Verordnung (EG) Nr. 322/97 des Rates über die Gemeinschaftsstatistik und des Beschlusses 89/382/EWG, Euratom des Rates zur Einsetzung eines Ausschusses für das Statistische Programm der Europäischen Gemeinschaften genannten Grundsätze;

- 15° die Region: die Wallonische Region;
- 16° die Verordnung über europäische Statistiken: die Verordnung (EG) Nr. 223/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2009 über europäische Statistiken und zur Aufhebung der Verordnung (EG, Euratom) Nr. 1101/2008 über die Übermittlung von unter der Geheimhaltungspflicht fallenden Informationen an das Statistische Amt der Europäischen Gemeinschaften, der Verordnung (EG) Nr. 322/97 des Rates über die Gemeinschaftsstatistiken und des Beschlusses 89/382/EWG, Euratom des Rates zur Einsetzung eines Ausschusses für das Statistische Programm der Europäischen Gemeinschaften;
- 17° die DSGVO: die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutzgrundverordnung);
- 18° die öffentlichen Verwaltungseinheiten: die in Artikel 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten definierten öffentlichen Verwaltungseinheiten;
- 19° die statistische Einheit: die Basisbeobachtungseinheit, auf die sich die Daten beziehen.

In Absatz 1 Ziffer 7 umfassen vertrauliche Daten personenbezogene Daten einschließlich der in Artikel 9 der DSGVO genannten besonderen Kategorien von Daten. Um zu bestimmen, ob eine statistische Einheit identifizierbar ist, werden alle geeigneten Mittel berücksichtigt, die angemessenerweise von einem Dritten zur Identifizierung der statistischen Einheit verwendet werden können. ”.

Art. 2 - In Artikel 8 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° in Absatz 1 wird die Wortfolge ”öffentlichen Interesses” durch die Wortfolge ”vom Typ 1” ersetzt;
- 2° in Absatz 2 wird die Wortfolge ”des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses und seiner Ausführungserlasse, die auf die Einrichtungen der Kategorie A anwendbar sind” durch die Wortfolge ”des Dekrets vom 15. Dezember 2011 über die Organisation des Haushalts, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten und seiner Ausführungserlasse, die auf Einrichtungen des Typs 1 anwendbar sind” ersetzt. ”.

Art. 3 - Artikel 9 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 9 - § 1. Das Institut ist die statistische Behörde der Region.

In diesem Rahmen hat es die Aufgabe, amtliche Statistiken zu entwickeln, zu erstellen und zu verbreiten und die in Kapitel III/1 genannten Aktivitäten des wallonischen statistischen Systems zu koordinieren.

Es ist der regionale Ansprechpartner der auf dem Gebiet der Statistik tätigen föderalen, europäischen und internationalen Instanzen und hat die Eigenschaft einer statistischen Behörde der Region innerhalb des Interföderalen Instituts für Statistik, das durch das Zusammenarbeitsabkommen vom 15. Juli 2014 gegründet wurde.

§ 2. Das Institut hat auch eine allgemeine Aufgabe zur Entscheidungshilfe. Diese Aufgabe besteht darin, in wissenschaftlicher und professioneller Unabhängigkeit und auf objektive, unparteiische und transparente Weise Folgendes zu entwickeln, zu erstellen und zu verbreiten:

- 1° statistische Arbeiten;
- 2° Bewertungsarbeiten der öffentlichen Politik;
- 3° prospektive Arbeiten und Prognosen;
- 4° Forschungsarbeiten, die die allgemeine Aufgabe zur Entscheidungshilfe unterstützen.

Das Institut nimmt diese Aufgabe in allen Zuständigkeitsbereichen der Region wahr.

§ 3. Im Rahmen seiner Aufgaben kann das Institut vertrauliche Daten verarbeiten. Es ist verantwortlich im Sinne von Artikel 4, 7) der DSGVO für die Verarbeitung personenbezogener Daten, die im Rahmen der Erfüllung seiner Aufgaben verarbeitet werden.

§ 4. Das Institut ist ein wissenschaftliches Institut.

Es nimmt seine Aufgaben im Einklang mit den statistischen Grundsätzen und dem Verhaltenskodex für europäische Statistiken wahr und genießt fachliche Unabhängigkeit sowohl von anderen politischen, regulatorischen oder administrativen Instanzen und Diensten als auch von Akteuren des Privatsektors und des Vereinigungswesens. ”.

Art. 4 - Artikel 10 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 10 - Zur Erfüllung der in Artikel 9 genannten Aufgaben hat das Institut Zugang zu den Studien, die die wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten durchführen oder in ihrem Auftrag durchführen lassen. ”.

Art. 5 - Artikel 11 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 11 - Die Übermittlung vertraulicher Daten kann zwischen den statistischen Behörden des Interföderalen Instituts für Statistik erfolgen, wenn dies für die effiziente Entwicklung, Erstellung und Verbreitung öffentlicher Statistiken im Sinne des Zusammenarbeitsabkommens vom 15. Juli 2014 oder zur Verbesserung der Qualität öffentlicher Statistiken erforderlich ist. ”.

Art. 6 - Artikel 12 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 6. November 2008, wird durch Folgendes ersetzt:

”Art. 12 - § 1. Das Institut arbeitet innerhalb von sechs Monaten nach der Erklärung zur Regionalpolitik das Mehrjahresprogramm für seine in Artikel 9 genannten Arbeiten aus,

§ 2. Das Mehrjahresprogramm enthält mindestens eine Bewertung der öffentlichen Politiken.

Die Regierung genehmigt es spätestens innerhalb von zwei Monaten nach seiner Einreichung durch das Institut und teilt es dem Parlament mit.

§ 2. Das Institut erarbeitet bis zum 30. September eines jeden Jahres das Jahresprogramm für seine in Artikel 9 § 2 genannten Arbeiten.

Die Regierung genehmigt dieses Programm spätestens innerhalb von sechs Wochen nach seiner Einreichung durch das Institut und teilt es dem Parlament mit, damit dieses der Regierung Empfehlungen für die Ausarbeitung des nächsten Programms aussprechen kann.

§ 3. Mit der Genehmigung seines Jahresprogramms für seine Arbeiten erteilt die Regierung dem Institut einen Sammelauftrag zur Sammlung der Daten, einschließlich vertraulicher Daten, die für die Durchführung dieses Programms erforderlich sind.

Gemäß diesem Auftrag übermitteln die Datenlieferanten dem Institut unentgeltlich und in der vom Institut festgelegten Form und Frist die für die Durchführung dieses Programms erforderlichen Studien und Daten, die sich in ihrem Besitz befinden, einschließlich vertraulicher Daten sowie Erkennungsdaten. Diese Daten werden zusammen mit den methodischen Informationen und Metadaten zu den Daten übermittelt.

Wenn keine ausreichenden, relevanten und zuverlässigen Daten bei den Datenlieferanten verfügbar sind, beinhaltet dieser Auftrag das Recht, die Daten direkt von den Anmeldern zu erheben.

§ 4. Das Institut übermittelt der Regierung:

- 1° seinen jährlichen Tätigkeitsbericht spätestens bis zum 30. August des folgenden Jahres;
- 2° seinen mehrjährigen Tätigkeitsbericht spätestens bis zum 30. März des Jahres, in dem das Programm ausläuft.

Innerhalb eines Monats nach Erhalt der in Absatz 1 genannten Tätigkeitsberichte sendet die Regierung diese an das Parlament, damit dieses Empfehlungen an die Regierung aussprechen kann. ”.

Art. 7 - In Artikel 14 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 3. Dezember 2015, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

”§ 1. Wenn die Stelle eines Generalverwalters frei wird, benachrichtigt die Regierung schriftlich den Vorsitzenden des in Artikel 17/8 genannten Benutzerausschusses, der eine Auswahljury einberuft, die sich aus je einem Mitglied des akademischen Personals aus jeder der in der Wallonischen Region tätigen Universitäten, das Experte in einem der vom Institut behandelten Fächer ist, und einem Mitglied einer internationalen statistischen Organisation zusammensetzt. Der Vorsitzende des Benutzerausschusses übernimmt den Vorsitz dieser Jury. Er achtet bei der Zusammensetzung der Auswahljury auf eine ausgewogene Geschlechterverteilung.

Die Regierung veröffentlicht einen Werberauftrag durch eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* und auf der Internetseite der Regierung. Dieser Werberauftrag umfasst:

- 1° die Funktionsbeschreibung, das Kompetenzprofil, die erforderlichen Management- und Organisationsfähigkeiten und die Bedingungen für die Zulässigkeit von Bewerbungen hinsichtlich des Diploms, der Erfahrung und der Unvereinbarkeit der Ausübung der Funktion mit einem politischen Mandat;
- 2° die Art und Weise der Einreichung der Bewerbungen und den letzten Termin;
- 3° die Dokumente, die die Bewerbungsunterlagen unter Androhung der Nichtigkeit enthalten müssen;
- 4° die Beschreibung und die Methodik des Auswahlverfahrens, das eine Anhörung der Bewerber durch die Jury beinhaltet.

Alle in dem Werberauftrag aufgeführten Elemente werden von der Jury festgelegt.

Die Auswahljury organisiert die Auswahlprüfungen, die es ihr ermöglichen, mithilfe der in Absatz 2 Ziffer 4 genannten Auswahlkriterien die fachlichen Kompetenzen und die Management- und Organisationsfähigkeiten der Kandidaten einzuschätzen. Auf Grundlage der Ergebnisse der Auswahlprüfungen erstellt die Auswahljury einen schriftlichen und begründeten Bericht, in dem die Fähigkeiten jedes Kandidaten angeführt sind und in dem die Kandidaten in eine der beiden Kategorien ”geeignet” bzw. ”ungeeignet” eingestuft werden. Die Auswahljury sendet diesen Bericht an die Regierung. Auf der Grundlage des Berichts der Jury benennt die Regierung den Generalverwalter unter den von der Jury für geeignet befundenen Kandidaten und teilt dies dem Institut schriftlich mit.

2° Der Generalverwalter wird einem leitenden Generalbeamten im Dienstrang A2 im Sinne des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gleichgestellt und ihm wird die entsprechende Gehaltstabelle zuteil. Er wird für einen Zeitraum von fünf Jahren benannt, der zweimal um jeweils höchstens fünf Jahre verlängert werden. ”;

3° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

”§ 2. Der Generalverwalter nimmt die Leitung, einschließlich der wissenschaftlichen Leitung, des Instituts wahr. ”;

4° Paragraf 4 wird durch Folgendes ersetzt:

”§ 4. Der Generalverwalter wird Bewertungen unterzogen, die sich auf die Umsetzung der in der Funktionsbeschreibung angegebenen Kompetenzen, die Qualität seiner wissenschaftlichen Leitung sowie seiner administrativen und strategischen Leitung beziehen.

Diese Bewertungen werden von der in Paragraf 1 genannten Auswahljury vorgenommen.

Eine Zwischenbewertung des Generalverwalters wird 30 Monate nach seiner Benennung vorgenommen, und eine Abschlussbewertung wird spätestens 60 Monate nach seiner Benennung vorgenommen.

Wenn die Regierung zu der Einschätzung gelangt, dass die Situation oder der Ruf des Instituts dies erfordert, kann sie eine Bewertung des Generalverwalters anfordern. Diese Bewertung erfolgt gemäß den Paragrafen 4 bis 6. ”;

5° der Artikel wird um die Paragrafen 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”§ 5. Die Zwischen- und Abschlussbewertungen sind Gegenstand eines begründeten Berichts. Dieser Bericht wird dem Minister und per Einschreiben mit Rückschein dem Generalverwalter übermittelt.

Die Bewertung fällt positiv oder negativ aus.

Der Generalverwalter kann innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab Erhalt per Einschreiben einen Rechtsbehelf gegen seine negative Zwischen- oder Abschlussbewertung einlegen. Andernfalls ist die Bewertung endgültig.

Im Falle eines durch den Generalverwalter eingelegten Rechtsbehelfs innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist kann dieser innerhalb von zehn Tagen ab Einlegung seines Rechtsbehelfs dem Minister die Gründe darlegen, aus denen er die Bewertung beanstandet. Er kann eine Anhörung beantragen, welcher der Minister stattgibt, wenn sie beantragt wird.

Nach der Kenntnisnahme der Begründungen für den Rechtsbehelf kann der Minister die Bewertung abändern.

Wenn die von der Auswahljury vorgenommene Bewertung trotz des Rechtsbehelfs negativ bleibt, werden der Rechtsbehelf und dessen Begründungen in den Bewertungsbericht aufgenommen.

Der Minister übermittelt der Regierung seine Entscheidung, den Bewertungsbericht, gegebenenfalls einschließlich des Rechtsbehelfs des Generalverwalters und dessen Begründungen, und kann das Ende des Mandats des Generalverwalters vorschlagen.

§ 6. Die endgültigen Berichte über Zwischen- oder Abschlussbewertungen werden der Regierung durch den Minister übermittelt.

Im Falle einer negativen Zwischenbewertung kann die Regierung die Benennung des Generalverwalters vorzeitig beenden. Gegebenenfalls wird ein neues Verfahren zur Benennung eines Generalverwalters nach Paragraph 1 eingeleitet.

Im Falle einer negativen Abschlussbewertung wird die Benennung des Generalverwalters nicht verlängert. Ein neues Benennungsverfahren wird gemäß Paragraph 1 eingeleitet. Der scheidende Generalverwalter, der Gegenstand der negativen Abschlussbewertung war, darf nicht für das neue Benennungsverfahren kandidieren.

Die Benennung des Generalverwalters, der am Ende des ersten Fünfjahreszeitraums eine positive Abschlussbewertung erhält, wird von Rechts wegen um weitere fünf Jahre verlängert, ohne dass ein neues Verfahren zur Benennung eines Generalverwalters eingeleitet wird.

Die Benennung des Generalverwalters, der über den ersten Fünfjahreszeitraum hinaus eine positive Abschlussbewertung erhält, kann von der Regierung um weitere fünf Jahre verlängert werden, ohne dass ein neues Verfahren zur Benennung eines Generalverwalters eingeleitet wird. "

Art. 8 - Der Artikel 15 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 9 - In Artikel 17 Absatz 1 desselben Dekrets wird Ziffer 5 aufgehoben.

Art. 10 - Die Artikel 17/1 bis 17/3 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, werden aufgehoben.

Art. 11 - In demselben Dekret wird der Titel von Kapitel III/1 durch Folgendes ersetzt: "Das wallonische statistische System".

Art. 12 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 17/4 - § 1. In dem vorliegenden Kapitel wird der rechtliche Rahmen für die Entwicklung, Erstellung und Verbreitung amtlicher Statistiken in der wallonischen Region festgelegt.

§ 2. Amtliche Statistiken sind quantitative oder qualitative, aggregierte und repräsentative Informationen, die ein kollektives Phänomen innerhalb einer bestimmten Population charakterisieren, die:

- 1° dem Bedarf der Benutzer entsprechen;
- 2° von den in Artikel 17/5 genannten Produzenten gemäß den statistischen Grundsätzen und dem Verhaltenskodex für europäische Statistiken entwickelt, erstellt und verbreitet werden;
- 3° der Öffentlichkeit zugänglich sind;
- 4° dazu dienen, die Ausarbeitung, Durchführung, Überwachung und Bewertung der öffentlichen Politiken zu gewährleisten;
- 5° in die statistischen Programme eingetragen werden.

§ 3. Amtliche Statistiken sind relevant, genau, zuverlässig, aktuell, punktuell, zugänglich, eindeutig, vergleichbar und kohärent. Sie werden auf der Grundlage der Prinzipien der Unparteilichkeit und Objektivität, der Effizienz, der wissenschaftlichen und fachlichen Unabhängigkeit entwickelt, erstellt und verbreitet, wobei eine solide Methodik und geeignete statistische Verfahren angewandt werden und die Vertraulichkeit der Daten dabei gewahrt wird. "

Art. 13 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 17/5 - Das statistische System ist die aus den Produzenten amtlicher Statistiken bestehende Organisation, die Folgendes umfasst:

- 1° die statistische Behörde der Region;
- 2° andere Produzenten amtlicher Statistiken.

Die anderen Produzenten amtlicher Statistiken sind Einheiten, die die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllen:

- 1° sie sind Teil von Instanzen, die der Autorität der Region unterstehen;
- 2° sie haben die Erstellung statistischer Arbeiten in ihren Aufgaben;
- 3° sie sind innerhalb ihrer jeweiligen Instanzen in Bezug auf ihre Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Entwicklung, Erstellung und Verbreitung amtlicher Statistiken fachlich unabhängig;
- 4° sie führen die in Ziffer 3 genannten Tätigkeiten unter der Leitung eines benannten Verantwortlichen durch;
- 5° sie werden gemäß Artikel 17/7 Ziffer 6 in den jährlichen statistischen Programmen als Produzenten amtlicher Statistiken identifiziert. "

Art. 14 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 17/6 - § 1. Die statistische Behörde wird vom Chefstatistiker geleitet, der für die Koordinierung aller Tätigkeiten zur Entwicklung, Erstellung und Verbreitung amtlicher Statistiken im Rahmen des statistischen Systems verantwortlich ist.

§ 2. Die statistische Behörde und die anderen Produzenten amtlicher Statistiken entwickeln, erstellen und verbreiten die amtlichen Statistiken der Region unter Einhaltung der statistischen Grundsätze und des Verhaltenskodex für europäische Statistiken, die für alle Komponenten und Aktivitäten des statistischen Systems gelten, sowie nach den vom Chefstatistiker festgelegten Leitlinien. Alle Produzenten amtlicher Statistiken halten sich an die Verhaltensregeln für die statistische Behörde, die von der Datenschutzbehörde gemäß Artikel 40 der DSGVO genehmigt wurden.

§ 3. Der Chefstatistiker und die Verantwortlichen der anderen Produzenten amtlicher Statistiken sind bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben fachlich Unabhängigkeit.

Der Chefstatistiker ist allein dafür zuständig, über die statistischen Methoden und Verfahren für die von der statistischen Behörde erstellten amtlichen Statistiken zu entscheiden.

Die Verantwortlichen der anderen Produzenten amtlicher Statistiken sind allein dafür zuständig, über die statistischen Methoden und Verfahren für die von ihnen erstellten amtlichen Statistiken zu entscheiden, wobei sie die Koordinierung und die vom Chefstatistiker festgelegten Leitlinien einhalten müssen. ”.

Art. 15 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 17/7 - Die Aufgaben des Chefstatistikers sind die Folgenden:

- 1° die fachliche Unabhängigkeit des statistischen Systems verteidigen, seine strategische Entwicklung leiten und das statistische System auf föderaler, europäischer und internationaler Ebene vertreten;
- 2° die Verantwortung für die Koordinierung der Aktivitäten des statistischen Systems übernehmen;
- 3° die statistischen Jahres- und Fünfjahresprogramme gemäß Artikel 17/9 sowie die Berichte über ihre Umsetzung ausarbeiten;
- 4° dem Parlament die statistischen Fünfjahres- und Jahresprogramme und die Berichte über ihre Umsetzung vorlegen;
- 5° Leitlinien festlegen und fördern, die im gesamten statistischen System für die Entwicklung, Erstellung und Verbreitung amtlicher Statistiken anzuwenden sind;
- 6° die im Rahmen der statistischen Jahresprogramme erwarteten Aktivitäten und Ergebnisse bestimmen und die für diese zuständigen Produzenten amtlicher Statistiken identifizieren, sofern sie die in Artikel 17/5 Absatz 2 Ziffer 1 bis 4 festgelegten Bedingungen erfüllen. ”.

Art. 16 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 17/8 - § 1. Der Benutzerausschuss ist das Organ, das die Benutzer der amtlichen Statistiken gegenüber dem statistischen System vertritt.

§ 2. Der Benutzerausschuss wird mit Folgendem beauftragt:

- 1° auf Antrag des Chefstatistikers oder aus eigener Initiative aktiv an der Ausarbeitung der statistischen Fünfjahres- und Jahresprogramme teilnehmen;
- 2° sicherstellen, dass die statistischen Programme dem vorrangigen Bedarf der Gesellschaft in Bezug auf statistische Informationen entsprechen, und die Relevanz der amtlichen Statistiken fortlaufend bewerten;
- 3° aus eigener Initiative oder auf deren Antrag Empfehlungen an die Regierung und den Chefstatistiker in Bezug auf die strategische Entwicklung der amtlichen Statistik aussprechen;
- 4° der Regierung eine Stellungnahme zu den statistischen Fünfjahres- und Jahresprogrammen abgeben;
- 5° der Regierung eine Stellungnahme zur Umsetzung der statistischen Fünfjahres- und Jahresprogramme abgeben und die Auswirkungen der Haushaltszuweisung auf die Umsetzung dieser Programme prüfen.

Die in Absatz 1 Ziffern 4 und 5 genannten Stellungnahmen werden den in Artikel 17/7 Ziffer 4 genannten Umsetzungsberichten beigelegt.

Bei der Wahrnehmung seiner Aufgaben fördert der Benutzerausschuss die Anwendung der statistischen Grundsätze.

§ 3. Der Benutzerausschuss setzt sich aus Mitgliedern zusammen, die verschiedene Benutzerkategorien aus den sozioökonomischen und ökologischen Bereichen, aus dem wissenschaftlichen Bereich, der durch die in der wallonischen Region tätigen Universitäten und Forschungszentren vertreten wird, aus der Zivilgesellschaft und aus den wallonischen öffentlichen Einrichtungen vertreten. Die wallonischen öffentlichen Einrichtungen stellen nicht die Mehrheit des Ausschusses dar. Der Chefstatistiker ist von Rechts wegen Mitglied dieses Ausschusses.

Die Mitglieder dieses Ausschusses handeln in völliger Unabhängigkeit und werden von der Regierung für ein erneuerbares fünfjähriges Mandat benannt.

Der Ausschuss wählt einen Vorsitzenden aus den Mitgliedern, die aus jeder der in der wallonischen Region tätigen Universitäten stammen.

Das Sekretariat des Ausschusses wird von der statistischen Behörde gewährleistet.

§ 4. Die Regierung legt auf Vorschlag des Chefstatistikers die Zusammensetzung des Benutzerausschusses sowie dessen Organisationsmodalitäten und die Entschädigungsmethode seiner Mitglieder fest.

Der Benutzerausschuss verabschiedet seine Geschäftsordnung, die seine Arbeitsmethoden und seine Beschlussverfahren regelt.

§ 5. Die statistische Behörde veröffentlicht auf ihrer Website die Liste der Mitglieder des Benutzerausschusses. Sie macht auch die Arbeiten des Benutzerausschusses öffentlich, indem sie sie auf ihrer Website verbreitet. ”.

Art. 17 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 17/9 - § 1. Der Chefstatistiker arbeitet die Entwürfe der statistischen Fünfjahres- und Jahresprogramme aus.

§ 2. Das statistische Fünfjahresprogramm bestimmt die Gesamtvision und die vorrangigen Richtlinien für die Entwicklung des statistischen Systems, legt die strategische Entwicklung amtlicher Statistiken und den für ihre Durchführung erforderlichen Haushaltsrahmen fest.

Im Hinblick auf dessen Ausführung konsultiert der Chefstatistiker die Regierung und den Benutzerausschuss.

Der Chefstatistiker übermittelt das Programm spätestens elf Monate vor Beginn seiner Umsetzung zur Stellungnahme an den Benutzerausschuss und anschließend spätestens acht Monate vor Beginn seiner Umsetzung zusammen mit der Stellungnahme des Benutzerausschusses an die Regierung.

Die Regierung nimmt das statistische Fünfjahresprogramm und seine Haushaltsprojektionen spätestens drei Monate vor Beginn seiner Umsetzung zur Kenntnis.

§ 3. Das statistische Jahresprogramm verleiht dem statistischen Fünfjahresprogramm operativen Charakter.

Der Chefstatistiker nimmt den Bedarf an statistischen Informationen, der für die Durchführung des in Artikel 8 des Zusammenarbeitsabkommens vom 15. Juli 2014 genannten integrierten statistischen Programms erforderlich ist, sowie den Bedarf, der zur Erfüllung europäischer und internationaler Verpflichtungen erforderlich ist, in das statistische Jahresprogramm auf. Zu diesem Zweck konsultiert er den Benutzerausschuss und achtet er darauf, die Belastung für die Anmelder zu begrenzen.

Der Chefstatistiker führt Folgendes auf, indem er die Verbindung zum Fünfjahresprogramm nachweist und es in den Haushaltsplan aufnimmt:

- 1° alle amtlichen Statistiken, die entwickelt, erstellt und veröffentlicht werden sollen, sowie den Zeitplan für ihre Veröffentlichung;
- 2° die statistischen Register, die gemäß Artikel 17/11 § 1 zu erstellen und auf dem neuesten Stand zu halten sind;
- 3° andere Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Entwicklung amtlicher Statistiken;
- 4° die Produzenten amtlicher Statistiken, die für jede der unter Ziffern 1 bis 3 genannten Tätigkeiten zuständig sind;
- 5° alle Übermittlungen von Daten, die für die Durchführung des statistischen Programms als erforderlich erachtet werden, an die Produzenten amtlicher Statistiken;
- 6° alle Datensammlungen, die von den Produzenten amtlicher Statistiken durchzuführen sind;
- 7° die Dauer der Speicherung der im Rahmen der Durchführung des statistischen Programms verarbeiteten personenbezogenen Daten sowie die geeigneten technischen und organisatorischen Maßnahmen, die einzuhalten sind, um die Rechte und Freiheiten der betroffenen Personen zu gewährleisten;
- 8° die möglichen Annahmen über gemeinsame Verantwortlichkeiten im Sinne der DSGVO bei der Verarbeitung von personenbezogenen Daten, die für die Erstellung amtlicher Statistiken erforderlich sind;
- 9° den damit verbundenen Bedarf an personellen und technischen Ressourcen.

Der Chefstatistiker übermittelt das Programm spätestens acht Monate vor Beginn seiner Umsetzung zur Stellungnahme an den Benutzerausschuss und spätestens fünf Monate vor Beginn seiner Umsetzung zusammen mit der Stellungnahme des Benutzerausschusses zur Stellungnahme an die Regierung.

Die Regierung genehmigt das statistische Jahresprogramm durch Verabschiedung seines Haushaltsrahmens spätestens drei Monate vor Beginn seiner Umsetzung.

§ 4. Der Chefstatistiker veröffentlicht die statistischen Fünfjahres- und Jahresprogramme auf der Website der statistischen Behörde. ”.

Art. 18 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 17/10 - § 1. Mit der Genehmigung der statistischen Jahresprogramme erteilt die Regierung der statistischen Behörde und den anderen Produzenten amtlicher Statistiken einen gegenüber Dritten wirksamen Sammelauftrag zur Sammlung der Daten, einschließlich vertraulicher Daten, die für die Durchführung dieser Programme erforderlich sind.

Gemäß diesem Auftrag übermitteln die Datenlieferanten der statistischen Behörde oder anderen Produzenten amtlicher Statistiken unentgeltlich und in der von diesen festgelegten Form und Frist die für die Durchführung dieser Programme erforderlichen Studien und Daten, die sich in ihrem Besitz befinden, einschließlich vertraulicher Daten sowie Erkennungsdaten. Diese Daten werden zusammen mit den methodischen Informationen und Metadaten zu den Daten übermittelt.

Wenn keine ausreichenden, relevanten und zuverlässigen Daten bei den Datenlieferanten verfügbar sind, beinhaltet dieser Auftrag das Recht, diese Daten direkt von den Anmeldern oder den Dateninhabern zu erheben.

§ 2. Wenn die Datenlieferanten beabsichtigen, eine neue Datensammlung oder eine größere Überarbeitung der Datensammlung oder -verarbeitung in einer Weise durchzuführen, die sich auf die für die Zwecke der amtlichen Statistik bereitgestellten Daten auswirken kann, stimmen sie sich mit der statistischen Behörde und gegebenenfalls mit anderen Produzenten amtlicher Statistiken ab, bevor sie eine Entscheidung treffen.

§ 3. Wenn im statistischen Jahresprogramm eine für die Anmelder obligatorische Erhebung vorgesehen ist, legt die Regierung die Regeln für die Durchführung der Erhebung und die Verpflichtungen der Anmelder fest, die dieser Erhebung unterliegen. Diese Anmelder tragen zur genannten Erhebung unentgeltlich bei. In Ausnahmefällen kann die Regierung unter Berücksichtigung der großen Belastung für die Anmelder eine Entschädigung für ihren Beitrag zur obligatorischen Erhebung vorsehen. Die Regierung legt die Regeln, nach denen die Entschädigung gewährt werden kann, sowie die Höhe der Entschädigung fest.

§ 4. Die für die Erstellung amtlicher Statistiken erhaltenen vertraulichen Daten werden von der statistischen Behörde und von anderen Produzenten amtlicher Statistiken ausschließlich für statistische Zwecke verwendet, es sei denn, der Anmelder gibt unmissverständlich seine Zustimmung zu ihrer Verwendung für andere Zwecke.

§ 5. Alle Produzenten amtlicher Statistiken überprüfen, dass die statistischen Einheiten weder direkt noch indirekt durch die veröffentlichten amtlichen Statistiken identifiziert werden können, unter Berücksichtigung aller geeigneten Mittel, die angemessenerweise von einem Dritten zur Identifizierung der statistischen Einheit verwendet werden könnten.

§ 6. Alle Produzenten amtlicher Statistiken gewährleisten den physischen und logischen Schutz vertraulicher Daten und verhindern deren unrechtmäßige Offenlegung, und zwar gemäß den vom Chefstatistiker festgelegten Leitlinien und dem in Artikel 17/6 genannten Verhaltenskodex.

§ 7. Der Chefstatistiker und die Verantwortlichen der anderen Produzenten amtlicher Statistiken sind im Sinne von Artikel 4, 7) der DSGVO für die Verarbeitung personenbezogener Daten verantwortlich, die sie für statistische Zwecke durchführen. ”.

Art. 19 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/11 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Art. 17/11 - § 1. Die Produzenten amtlicher Statistiken können auf der Grundlage von den Daten, die indirekt bei den Datenlieferanten oder den Dateninhabern oder direkt bei den Anmeldern gesammelt werden, statistische Register, die ausschließlich für statistische Zwecke verwendet werden, erstellen und auf dem neuesten Stand halten. Statistische Register bestehen aus statistischen Einheiten und ihren Merkmalen, einschließlich der Merkmale, die ihre Identifizierung ermöglichen. Diese Daten können aus Quellen unterschiedlicher Herkunft stammen.

§ 2. Zur Erfüllung ihrer Aufgaben im Bereich der Statistik kann die statistische Behörde Daten verknüpfen, wenn sie diese vor jeder weiteren Verarbeitung pseudonymisiert. ”.

Art. 20 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/12 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 17/12 - § 1. Außerhalb der statistischen Programme können die Produzenten amtlicher Statistiken auf Antrag einer internationalen, nationalen, regionalen oder lokalen öffentlichen Behörde statistische Arbeiten leisten. Dazu verwenden sie die Daten, die sich in ihrem Besitz befinden, oder andernfalls führen sie eine Datensammlung durch. Die Teilnahme an diesen neuen Datensammlungen darf weder für die Datenlieferanten oder -inhaber noch für die Anmelder obligatorisch sein.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Behörden tragen die zusätzlichen Kosten für diese statistischen Arbeiten.

Die Öffentlichkeit wird über die geleisteten statistischen Arbeiten informiert.

§ 3. Diese statistischen Arbeiten werden nicht als amtliche Statistiken betrachtet. Sie dürfen die Erstellung und die Qualität amtlicher Statistiken und die Glaubwürdigkeit des statistischen Systems nicht gefährden. "

Art. 21 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/13 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 17/13 - § 1. Die Übermittlung vertraulicher Daten durch einen Produzenten amtlicher Statistiken des wallonischen statistischen Systems, der die Datensammlung durchgeführt hat, an einen anderen Produzenten amtlicher Statistiken des wallonischen statistischen Systems kann erfolgen, wenn diese für die Entwicklung, Erstellung und Verbreitung amtlicher Statistiken oder zur Verbesserung der Qualität der amtlichen Statistiken erforderlich ist.

§ 2. Die gemäß diesem Artikel übermittelten vertraulichen Daten werden ausschließlich für statistische Zwecke verwendet und sind nur den Personalmitgliedern zugänglich, die in ihrem besonderen Tätigkeitsbereich statistische Aufgaben wahrnehmen. Sobald die Identifizierung der statistischen Einheiten im Rahmen der Durchführung dieser statistischen Arbeiten nicht mehr erforderlich ist, werden die Daten pseudonymisiert. "

Art. 22 - In Kapitel III/1 desselben Dekrets wird ein Artikel 17/14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 17/14 - § 1. Der Zugang für wissenschaftliche Zwecke zu den vertraulichen Daten, die ausschließlich eine indirekte Identifizierung der statistischen Einheiten ermöglichen, und die von Produzenten amtlicher Statistiken in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich gesammelt wurden, darf gewährt werden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- 1° eine gemäß Paragraph 2 anerkannte Forschungseinrichtung beantragt den Zugang;
- 2° ein geeigneter Forschungsvorschlag, dessen Inhalt in Paragraph 3 festgelegt ist, wird vorgelegt;
- 3° die Art der vertraulichen Daten, die für wissenschaftliche Zwecke angefordert werden, wird angegeben;
- 4° ein benannter Vertreter der Forschungseinrichtung unterzeichnet eine Vertrauensverpflichtung, die sich auf alle Forscher der Einrichtung bezieht, die Zugang zu den für wissenschaftliche Zwecke bestimmten vertraulichen Daten haben, und bestimmt die Bedingungen für den Zugang, wie z. B.:
 - a) die Verpflichtungen der Forscher;
 - b) die Maßnahmen, die zur Wahrung der Vertraulichkeit der Daten ergriffen werden;
 - c) die Verpflichtung, dem Produzenten jede Veröffentlichung vor ihrer Verbreitung zu übermitteln;
 - d) die Verpflichtung, zu überprüfen, dass statistische Einheiten nicht indirekt über die veröffentlichten Ergebnisse identifizierbar sind;
 - e) das Verbot, die Daten für andere als die im Forschungsprojekt aufgeführten Zwecke zu verwenden;
 - f) das Verbot, die Daten Dritten zu übermitteln;
 - g) die bei Missachtung der Verpflichtungen vorgesehenen Strafen.

Die Anträge auf Zugang zu vertraulichen Daten sind an den Produzenten amtlicher Statistiken zu richten, der die ursprüngliche Datensammlung durchgeführt hat.

§ 2. Die Anerkennung von Forschungseinrichtungen beruht auf Kriterien in Bezug auf:

- 1° das Ziel der Einrichtung, das auf der Grundlage ihres Status, ihrer Aufgabe oder einer anderen Zielerklärung bewertet wird und einen Bezug zur Forschung enthält;
- 2° die nachgewiesene Erfahrung oder den Ruf der Forschungseinrichtung als Einrichtung, die qualitativ hochwertige Forschung betreibt und deren Ergebnisse veröffentlicht;
- 3° die Modalitäten der internen Organisation der Forschung;
- 4° die Garantien, die in Bezug auf die technischen Anforderungen und die Infrastruktur getroffen wurden, um die Sicherheit der Daten zu gewährleisten.

Diese Anerkennung wird von der statistischen Behörde auf der Grundlage eines Bewertungsberichts erteilt, der von dem Produzenten amtlicher Statistiken, an den der Zugangsantrag gerichtet wurde, gesendet wird.

Die statistische Behörde stellt allen Produzenten amtlicher Statistiken die Bewertungsberichte der Forschungseinrichtungen zur Verfügung und veröffentlicht auf ihrer Website die Liste der anerkannten Forschungseinrichtungen.

In Absatz 1 Ziffer 2 wird die Erfahrung der Einrichtung bei der Durchführung von Forschungsprojekten anhand der verfügbaren Listen von Veröffentlichungen und Forschungsprojekten, an denen sie beteiligt ist, bewertet.

Um das in Absatz 1 Ziffer 3 genannte Kriterium zu erfüllen, ist die Forschungseinrichtung eine separate Organisation mit Rechtspersönlichkeit, die der Forschung gewidmet ist, oder eine Forschungsabteilung innerhalb einer Organisation. Sie ist unabhängig und autonom in der Formulierung ihrer wissenschaftlichen Schlussfolgerungen und getrennt vom politischen Bereich der Einrichtung, der sie angehört.

§ 3. Der Forschungsvorschlag gibt genau Folgendes an:

- 1° die wissenschaftlichen Zwecke und das Ziel, das mit der Forschung verfolgt wird;
- 2° den Grund, warum dieses Ziel nicht anhand von nicht vertraulichen Daten nicht erreicht werden kann;
- 3° die Einrichtung, die den Zugang beantragt;
- 4° die Forscher, die Zugang zu den Daten haben;
- 5° die Daten und Variablen, zu denen der Zugang beantragt wird, und die Methoden zu ihrer Analyse;
- 6° die erwarteten Ergebnisse der Forschung, die später veröffentlicht oder verbreitet werden.

Jeder Forscher, der Zugang zu den Daten hat, unterzeichnet eine Vertraulichkeitserklärung, die dem Forschungsvorschlag beigelegt wird.

Der Produzent, an den der Zugangsantrag gerichtet wurde, bewertet den Forschungsvorschlag.

Die Bewertungsberichte zu den Forschungsvorschlägen werden an die statistische Behörde gesendet, die sie über ein Intranet allen Produzenten amtlicher Statistiken zur Verfügung stellt. ”.

Art. 23 - In Artikel 20 desselben Dekrets wird Ziffer 2 aufgehoben.

Art. 24 - Es werden aufgehoben:

- 1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. September 1998 zur Gründung einer Beobachtungsstelle für Beschäftigungsfragen;
- 2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2001 zur Gründung einer Beobachtungsstelle für Mobilität;

Namur, am 11. April 2024

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

Fußnote

(1) Sitzung 2023-2024.

Dokumente des wallonischen Parlaments, 1656 (2023-2024) Nr. 1, *1bis* bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 10. April 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/007222]

11 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek) (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek) wordt vervangen als volgt:

« Art. 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

- 1° het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 : het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de nadere regels voor de werking van het Interfederaal Instituut voor de Statistiek, van de raad van bestuur en de wetenschappelijke comités van het instituut voor de Nationale Rekeningen ;
- 2° de Gegevensbeschermingsautoriteit: de toezichthoudende autoriteit voor de verwerking van persoonsgegevens bedoeld in artikel 3 van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit;
- 3° de hoofdstatisticus : de administrateur-generaal van het "Institut";
- 4° de Praktijkcode voor Europese statistiek : de Praktijkcode bedoeld in artikel 11 van Verordening (EG) nr. 223/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2009 betreffende de Europese statistiek en tot intrekking van Verordening (EG, Euratom) nr. 1101/2008 betreffende de toezending van onder de

statistische geheimhoudingsplicht vallende gegevens aan het Bureau voor de Statistiek van de Europese Gemeenschappen, Verordening (EG) nr. 322/97 van de Raad betreffende de communautaire statistiek en Besluit 89/382/EEG, Euratom van de Raad tot oprichting van een Comité statistisch programma van de Europese Gemeenschappen

- 5° de aangevers: de natuurlijke en rechtspersonen, gezinnen, private en publieke entiteiten die rechtstreeks informatie verstrekken over zichzelf, hun personeel, hun leden of hun activiteiten;
- 6° de gegevenshouders : alle ondernemingen in de zin van artikel 1 van Boek I van het Wetboek van economisch recht die verzocht worden aan de producenten van officiële statistieken de gegevens te verstrekken waarover zij beschikken en die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de statistische programma's bedoeld in artikel 17/9;
- 7° vertrouwelijke gegevens: gegevens waarmee statistische eenheden direct of indirect kunnen worden geïdentificeerd;
- 8° de evaluatie van het overheidsbeleid: de systemische evaluatie van de werking en/of de resultaten van een programma of een overheidsbeleid, in het licht van een reeks expliciete of impliciete normen, om het programma of het overheidsbeleid te helpen verbeteren;
- 9° de gegevensverstrekkers: de openbare bestuursseenheden, de overheden, de plaatselijke besturen en privé-instellingen die belast zijn met een openbare dienstverleningsopdracht of die door de overheid worden gefinancierd en die worden verzocht om de gegevens waarover zij beschikken en die nodig zijn voor de uitvoering van de programma's bedoeld in de artikelen 12 en 17/9, te verstrekken;
- 10° de Regering: de Waalse Regering;
- 11° het "instituut" : het " Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique " (Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectief en Statistiek).
- 12° de Minister: de Minister-President van de Waalse Regering;
- 13° het Parlement: het Waals Parlement;
- 14° de Praktijkcode voor Europese statistiek : de Praktijkcode bedoeld in artikel 2 van Verordening (EG) nr. 223/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2009 betreffende de Europese statistiek en tot intrekking van Verordening (EG, Euratom) nr. 1101/2008 betreffende de toezending van onder de statistische geheimhoudingsplicht vallende gegevens aan het Bureau voor de Statistiek van de Europese Gemeenschappen, Verordening (EG) nr. 322/97 van de Raad betreffende de communautaire statistiek en Besluit 89/382/EEG, Euratom van de Raad tot oprichting van een Comité statistisch programma van de Europese Gemeenschappen
- 15° Gewest : het Waalse Gewest:
- 16° de Verordening betreffende de Europese statistiek : de Verordening (EG) nr. 223/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2009 betreffende de Europese statistiek en tot intrekking van Verordening (EG, Euratom) nr. 1101/2008 betreffende de toezending van onder de statistische geheimhoudingsplicht vallende gegevens aan het Bureau voor de Statistiek van de Europese Gemeenschappen, Verordening (EG) nr. 322/97 van de Raad betreffende de communautaire statistiek en Besluit 89/382/EEG, Euratom van de Raad tot oprichting van een Comité statistisch programma van de Europese Gemeenschappen
- 17° de AVG: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);
- 18° de openbare bestuursseenheden : de openbare bestuursseenheden bedoeld in artikel 3 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden.
- 19° de statistische eenheid: de basiswaarnemingseenheid waarop de gegevens betrekking hebben.

In lid 1, 7°, omvat vertrouwelijke informatie persoonlijke gegevens met inbegrip van de speciale categorieën van gegevens waarnaar wordt bedoeld in artikel 9 van de AVG. Om te bepalen of een statistische eenheid identificeerbaar is, wordt rekening gehouden met alle geschikte middelen die redelijkerwijs door een derde partij kunnen worden gebruikt om de statistische eenheid te identificeren. "

Art. 2. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid, worden de woorden "van openbaar nut" vervangen door de woorden "van type 1";
- 2° in paragraaf 2 worden de woorden "van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en diens uitvoeringsbesluiten geldend voor de instellingen van categorie A" vervangen door de woorden "van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid en haar uitvoeringsbesluiten van toepassing op de instellingen van type 1. "

Art. 3. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 9. § 1. Het Instituut is de statistische instantie van het Gewest.

Binnen dit kader heeft het tot opdracht officiële statistieken te ontwikkelen, te produceren en te verspreiden en de activiteiten van het Waalse statistische systeem waarnaar in hoofdstuk III/1 wordt verwezen, te coördineren.

Het is de regionale contactpersoon voor federale, Europese en internationale statistische instanties en heeft de status van statistische instantie van het gewest binnen het Interfederaal Instituut voor de Statistiek dat werd opgericht door het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014.

§ 2. Het Instituut heeft ook een algemene opdracht om de besluitvorming te ondersteunen. Deze opdracht bestaat uit het ontwikkelen, produceren en verspreiden, in volledige wetenschappelijke en professionele onafhankelijkheid en op een objectieve, onpartijdige en transparante manier :

- 1° van de infrastructuurwerken;
- 2° van de evaluatie van het overheidsbeleid;
- 3° van de voorspellingen en prognoses;
- 4° van het onderzoekswerk ter ondersteuning van het algemene besluitvormingsproces.

Het Instituut voert deze opdracht uit in alle bevoegdheidsgebieden van het Gewest.

§ 3. In het kader van zijn opdrachten kan het Instituut vertrouwelijke gegevens verwerken. Het is verantwoordelijk voor de verwerking, in de zin van artikel 4(7) van de AVG, van persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van de uitvoering van haar opdrachten

§ 4. Het instituut is een wetenschappelijk instituut.

Het voert zijn taken uit in overeenstemming met statistische beginselen en de Praktijkcode Europese statistieken, en is professioneel onafhankelijk van andere politieke, regelgevende of administratieve organen en departementen, en van marktdeelnemers en verenigingen uit de particuliere sector. ”.

Art. 4. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

”Art. 10. Voor de uitvoering van de in artikel 9 bedoelde opdrachten heeft het Instituut toegang tot de studies die de Waalse openbare bestuurseenheden uitvoeren of laten uitvoeren. ”.

Art. 5. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

”Art. 11. Vertrouwelijke gegevens mogen tussen de statistische instanties van het Interfederaal Statistisch Instituut worden doorgegeven als dit noodzakelijk is voor de efficiënte ontwikkeling, productie en verspreiding van officiële statistieken in de zin van het Samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014, of om de kwaliteit van officiële statistieken te verbeteren. ”.

Art. 6. In artikel 12 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

”Art. 12. § 1. Het Instituut stelt binnen zes maanden na de gewestelijke beleidsverklaring het in artikel 9 bedoelde meerjarenprogramma van zijn werkzaamheden op,

§ 2. Het meerjarenprogramma bevat ten minste één evaluatie van het overheidsbeleid.

De Regering keurt het rapport binnen twee maanden na indiening door het instituut goed en deelt het mee aan het parlement.

§ 2. Het Instituut stelt jaarlijks uiterlijk op 30 september het in artikel 9, lid 2, bedoelde werkprogramma op.

De Regering keurt het programma goed binnen zes weken nadat het instituut het heeft ingediend en deelt het mee aan het parlement zodat het aanbevelingen kan doen aan de Regering met het oog op het opstellen van het volgende programma.

§ 3. Door het jaarlijkse werkprogramma goed te keuren, verleent de Regering het Instituut een mandaat om de gegevens te verzamelen, met inbegrip van vertrouwelijke gegevens, die nodig zijn om dit programma uit te voeren.

In het kader van deze opdracht sturen de verstrekkers van gegevens het Instituut kosteloos, in de vorm en binnen de termijn die door het Instituut worden vastgesteld, de studies en gegevens toe die in hun bezit zijn en die nodig zijn voor de uitvoering van dit programma, met inbegrip van vertrouwelijke gegevens en identificatiegegevens. De overdracht van deze gegevens gaat vergezeld van methodologische informatie en metagegevens over de gegevens.

Als er geen voldoende, relevante en betrouwbare gegevens beschikbaar zijn bij de gegevensverstrekkers, houdt dit mandaat het recht in om gegevens rechtstreeks bij de aangevers te verzamelen.

§ 4. Het Instituut stuurt de Regering :

1° zijn jaarlijks activiteitenverslag uiterlijk op 30 augustus van het volgende jaar;

2° zijn meerjarig activiteitenverslag tegen 30 maart van het jaar waarin het programma afloopt.

Binnen een maand na ontvangst van de in lid 1 bedoelde activiteitenverslagen zendt de Regering deze toe aan het parlement, zodat het aanbevelingen kan doen aan de Regering. ”.

Art. 7. In artikel 14 van hetzelfde decreet, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

”§ 1. Wanneer de betrekking van administrateur-generaal vacant wordt, deelt de Regering dit schriftelijk mee aan de voorzitter van het in artikel 17/8 bedoelde gebruikerscomité, dat een selectiecomité samenroept dat bestaat uit een lid van het academisch personeel van elk van de in het Waals Gewest actieve universiteiten, dat deskundig is op een van de door het Instituut behandelde gebieden, en een lid van een internationale statistische organisatie. De voorzitter van de gebruikerscommissie zit de jury voor. Het zorgt voor een gelijke vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de samenstelling van de selectiejury.

De regering lanceert een oproep tot het indienen van kandidaturen via een bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van de Regering. Deze oproep tot het indienen van kandidaturen omvat :

1° de functiebeschrijving, het competentieprofiel, de vereiste beheers- en organisatorische vaardigheden en de voorwaarden voor ontvankelijkheid van de kandidaturen inzake diploma, ervaring en onverenigbaarheid van de functie met een politiek mandaat;

2° de methode en de uiterste datum voor het indienen van kandidaturen;

3° de documenten die de kandidatuurakte op straffe van nietigheid moet omvatten;

4° de beschrijving en de methodologie van de selectieprocedure, die het horen van de kandidaten door de jury omvat.

Alle elementen uit de oproep tot het indienen van kandidaturen worden bepaald door de jury.

De jury organiseert selectieproeven die hem in staat stellen om aan de hand van de selectiecriteria, vermeld in paragraaf 2, 4°, de leidinggevende en organisatorische vaardigheden en de persoonlijkheid van de kandidaten vast te stellen. Op basis van de resultaten van de selectieproeven stelt de selectiejury een schriftelijk verslag op waarin de vaardigheden van elke kandidaat worden beschreven en in twee categorieën worden ingedeeld: ”geschikt” en ”ongeschikt”. De selectiejury stuurt dit verslag naar de Regering. Op grond van het verslag van de jury benoemt de Regering de administrateur-generaal uit de kandidaten die door de jury geschikt worden bevonden en stelt zij het Instituut hiervan schriftelijk in kennis.

2° De administrateur-generaal wordt gelijkgesteld met een leidend ambtenaar-generaal van rang A2 in de zin van de Waalse ambtenarencode en geniet de overeenstemmende weddeschaal. Hij wordt aangewezen voor een periode van vijf jaar, die tweemaal met maximaal vijf jaar kan worden verlengd. ”;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. De administrateur-generaal is verantwoordelijk voor het beheer en de wetenschappelijke leiding van het instituut.”;

4° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

“§ 4. De administrateur-generaal wordt onderworpen aan evaluaties die gericht zijn op de implementatie van de competenties in de functiebeschrijving en op de kwaliteit van zijn wetenschappelijk, administratief en strategisch beheer.

Deze evaluaties worden uitgevoerd door de in lid 1 bedoelde selectiejury.

Een tussentijdse evaluatie van de administrateur-generaal vindt plaats dertig maanden na de datum van zijn benoeming en een eindevaluatie uiterlijk zestig maanden na de datum van zijn aanwijzing.

Wanneer de Regering meent dat de situatie of de reputatie van het instituut dit vereist, kan zij op eigen initiatief een evaluatie van het lid of de leden van de raad van bestuur vragen. Deze evaluatie wordt uitgevoerd in overeenstemming met de paragrafen 4 tot en met 6.”;

5° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 5 en 6, luidend als volgt:

“§ 5. Over tussentijdse en eindevaluatie wordt een met redenen omkleed verslag opgesteld. Dit verslag wordt naar de minister gestuurd en, per aangetekende post met ontvangstbevestiging, naar de administrateur-generaal.

De evaluatie is positief of negatief.

De administrateur-generaal kan binnen tien dagen na ontvangst per aangetekende post beroep aantekenen bij de Minister tegen zijn negatieve tussentijdse of definitieve evaluatie. Bij ontstentenis wordt het proces-verbaal definitief.

In het geval van een beroep door de administrateur-generaal binnen de termijn bedoeld in het derde lid, kan deze binnen tien dagen na de indiening van zijn beroep aan de Minister de gronden voorleggen waarop hij de evaluatie betwist. Hij kan om een hoorzitting verzoeken, die de Minister op aanvraag toestaat.

Na bestudering van de gronden voor het beroep kan de Minister de evaluatie wijzigen.

Als de evaluatie ondanks het beroep negatief blijft, wordt het beroep van de administrateur-generaal en de redenen daarvoor opgenomen in het evaluatieverslag.

De Minister stuurt zijn beslissing, het evaluatieverslag, met inbegrip, in voorkomend geval, van het beroep van de administrateur-generaal en de redenen daarvoor, naar de Regering en kan de beëindiging van het mandaat van de administrateur-generaal voorstellen.

§ 6. De definitieve tussentijdse of eindevaluatieverslagen worden door de Minister naar de Regering gestuurd.

In geval van een negatieve tussentijdse evaluatie kan de Regering de aanwijzing van de administrateur-generaal vroegtijdig beëindigen. In voorkomend geval wordt een nieuwe procedure voor de aanwijzing van een administrateur-generaal gestart overeenkomstig paragraaf 1.

Bij een negatieve eindevaluatie wordt de aanwijzing van de administrateur-generaal niet verlengd. Er wordt een nieuwe procedure voor de aanwijzing gestart overeenkomstig paragraaf 1. De vertrekkende administrateur-generaal die een negatieve eindevaluatie heeft gekregen, kan zich niet opnieuw kandidaat stellen bij de nieuw aanwijzingsprocedure.

De aanwijzing van de administrateur-generaal die aan het einde van de eerste periode van vijf jaar een positieve eindevaluatie krijgt, wordt van rechtswege verlengd voor een nieuwe periode van vijf jaar, zonder dat er een nieuwe procedure voor de aanwijzing van een administrateur-generaal nodig is.

De aanwijzing van de administrateur-generaal die na de eerste periode van vijf jaar een positieve eindevaluatie krijgt, kan door de Regering met nog eens vijf jaar worden verlengd zonder een nieuwe procedure voor de aanwijzing een administrateur-generaal”.

Art. 8. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 17, § 1, van hetzelfde decreet, wordt punt 5° opgeheven.

Art. 10. De artikelen 17/1 tot 17/3 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, worden opgeheven.

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk III/1 vervangen als volgt: “Het Waalse statistische systeem”.

Art. 12. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/4 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 17/4. § 1. Dit hoofdstuk legt het wettelijk kader vast dat van toepassing is op de ontwikkeling, productie en verspreiding van officiële statistieken in het Waals Gewest.

§ 2. Officiële statistieken zijn kwantitatieve of kwalitatieve gegevens, geaggregeerd en representatief, die een collectief verschijnsel binnen een bepaalde populatie karakteriseren, en die :

1° voldoen aan de behoeften van de gebruikers;

2° door de in artikel 17/5 bedoelde producenten worden ontwikkeld, geproduceerd en verspreid in overeenstemming met de statistische beginselen en de Praktijkcode Europese statistieken;

3° toegankelijk zijn voor het publiek;

4° worden gebruikt om overheidsbeleid te ontwikkelen, uit te voeren, te monitoren en te evalueren;

5° worden geregistreerd in statistische programma’s.

§ 3. Officiële statistieken zijn relevant, nauwkeurig, betrouwbaar, actueel, tijdig, toegankelijk, duidelijk, vergelijkbaar en consistent. Ze worden ontwikkeld, geproduceerd en verspreid op basis van de beginselen van onpartijdigheid en objectiviteit, efficiëntie en wetenschappelijke en professionele onafhankelijkheid, waarbij gebruik wordt gemaakt van een deugdelijke methodologie en passende statistische procedures, met inachtneming van de vertrouwelijkheid van de gegevens.”.

Art. 13. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 17/5. Het statistisch systeem is de organisatie die bestaat uit de producenten van officiële statistieken, waaronder :

- 1° de statistische instantie van het Gewest.
- 2° de andere producenten van officiële statistieken.

De andere producenten van officiële statistieken zijn entiteiten die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

- 1° ze maken deel uit van instanties die onder de bevoegdheid van het Gewest vallen;
- 2° ze hebben de productie van statistisch werk als een van hun opdrachten;
- 3° ze zijn binnen hun respectieve instanties professioneel onafhankelijk voor hun activiteiten in verband met de ontwikkeling, productie en verspreiding van officiële statistieken;
- 4° zij voeren de activiteiten bedoeld in 3° uit onder leiding van een aangewezen verantwoordelijke;
- 5° zij zijn als producent van officiële statistieken geïdentificeerd in de jaarlijkse statistische programma's overeenkomstig artikel 17/7, 6°.

Art. 14. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/6 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 17/6. § 1. De statistische instantie wordt geleid door de hoofdstatisticus, die verantwoordelijk is voor de coördinatie van alle activiteiten met betrekking tot de ontwikkeling, productie en verspreiding van officiële statistieken als onderdeel van het statistisch systeem.

§ 2. De statistische instantie en andere producenten van officiële statistieken ontwikkelen, produceren en verspreiden de officiële statistieken van het gewest in overeenstemming met de statistische beginselen en de Praktijkcode Europese statistieken, die van toepassing zijn op alle componenten en activiteiten van het statistisch systeem, en in overeenstemming met de richtsnoeren van het hoofd van de afdeling Statistiek. Alle producenten van officiële statistieken houden zich aan de Gedragscode van de statistische instantie die door de Gegevensbeschermingsautoriteit is goedgekeurd in overeenstemming met artikel 40 van de AVG.

§ 3. De hoofdstatisticus en de verantwoordelijken van de andere producenten van officiële statistieken genieten professionele onafhankelijkheid bij de uitvoering van hun opdrachten.

De hoofdstatisticus is als enige bevoegd om beslissingen te nemen over statistische methoden en procedures met betrekking tot officiële statistieken die door de statistische instantie worden geproduceerd.

De verantwoordelijken van de andere producenten van officiële statistieken zijn als enigen verantwoordelijk voor het nemen van besluiten over de statistische methoden en procedures met betrekking tot de officiële statistieken die zij produceren, in overeenstemming met de coördinatie en de richtsnoeren die door de hoofdstatisticus zijn vastgesteld.

Art. 15. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/7 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 17/7. De opdrachten van de hoofdstatisticus zijn de volgende:

- 1° de professionele onafhankelijkheid van het statistisch systeem verdedigen, de strategische ontwikkeling ervan sturen en het statistisch systeem vertegenwoordigen op federaal, Europees en internationaal niveau;
- 2° de coördinatie van de activiteiten van het statistisch systeem op zich nemen;
- 3° het opstellen van jaarlijkse en vijfjaarlijkse statistische programma's overeenkomstig artikel 17/9 en het rapporteren over de uitvoering ervan;
- 4° de vijfjarige en jaarlijkse statistische programma's en de verslagen over de uitvoering ervan voorleggen aan het Parlement;
- 5° het definiëren en bevorderen van richtlijnen die in het hele statistische systeem moeten worden toegepast voor de ontwikkeling, productie en verspreiding van officiële statistieken;
- 6° het bepalen van de activiteiten en resultaten die in het kader van de jaarlijkse statistische programma's worden verwacht en het aanwijzen van de producenten van officiële statistieken die daarmee belast zijn, voor zover zij voldoen aan de voorwaarden, bepaald in artikel 17/5, tweede lid, 1° tot en met 4°.

Art. 16. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/8 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 17/8. § 1. Het gebruikerscomité is het orgaan dat de gebruikers van officiële statistieken in het statistisch systeem vertegenwoordigt.

§ 2. Het gebruikerscomité is belast met:

- 1° het actief deelnemen, op verzoek van de hoofdstatisticus of op eigen initiatief, aan het opstellen van vijfjaarlijkse en jaarlijkse statistische programma's;
- 2° ervoor zorgen dat statistische programma's voorzien in de prioritaire behoeften van de samenleving inzake statistische informatie en de relevantie van officiële statistieken voortdurend evalueren;
- 3° op eigen initiatief of op verzoek aanbevelingen doen aan de Regering en de hoofdstatisticus over de strategische ontwikkeling van de officiële statistieken;
- 4° de regering adviseren over vijfjarige en jaarlijkse statistische programma's;
- 5° de Regering adviseren over de uitvoering van de vijfjaarlijkse en jaarlijkse statistische programma's en de impact van de begrotingstoewijzing op de uitvoering van deze programma's onderzoeken.

De adviezen, vermeld in het eerste lid, 4° en 5°, worden gevoegd bij de uitvoeringsverslagen, vermeld in artikel 17/7, 4°.

Bij de uitvoering van zijn opdrachten bevordert het Gebruikerscomité de toepassing van statistische beginselen.

§ 3. Het gebruikerscomité bestaat uit leden die verschillende categorieën gebruikers vertegenwoordigen uit de socio-economische en milieuwereld, de wetenschappelijke wereld, die vertegenwoordigd wordt door de universiteiten en onderzoekscentra die actief zijn in het Waalse Gewest, het maatschappelijk middenveld en de Waalse overheidsinstellingen. Waalse openbare instellingen vormen niet de meerderheid van het comité. De hoofdstatisticus is ambtshalve lid van dit comité.

De leden van het comité handelen onafhankelijk en worden aangewezen door de Regering voor een hernieuwbaar mandaat van vijf jaar.

Het comité kiest een voorzitter uit de leden van elk van de universiteiten die actief zijn in het Waals Gewest.

Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door de statistische instantie.

§ 4. De Regering bepaalt de samenstelling van het Gebruikerscomité, op voorstel van de hoofdstatisticus, evenals de organisatorische procedures en de wijze waarop de leden worden vergoed.

Het gebruikerscomité stelt zijn eigen huishoudelijk reglement vast voor zijn werkmethoden en besluitvormingsprocedures.

§ 5. De statistische instantie publiceert de lijst van leden van het gebruikerscomité op haar website. Ze maakt ook het werk van het Gebruikerscomité op haar website bekend. ”.

Art. 17. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/9 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 17/9. § 1. De hoofdstatisticus stelt het ontwerp van het statistisch vijfjarenprogramma en het statistisch jaarprogramma op.

§ 2. Het statistisch vijfjarenprogramma geeft de algemene visie en de prioritaire richtingen aan voor de ontwikkeling van het statistisch systeem, definieert de strategische ontwikkeling van officiële statistieken en het begrotingskader dat nodig is voor de uitvoering ervan.

Om dit te bereiken raadpleegt de hoofdstatisticus de Regering en het gebruikerscomité.

De hoofdstatisticus stuurt het programma uiterlijk elf maanden voor de uitvoering voor advies naar het Gebruikerscomité en vervolgens uiterlijk acht maanden voor de uitvoering naar de Regering, samen met het advies van het Gebruikerscomité.

De Regering neemt uiterlijk drie maanden voor het begin van de uitvoering kennis van het statistisch vijfjarenprogramma en de begrotingsprognoses.

§ 3. Het statistisch jaarprogramma geeft een operationeel karakter aan het statistisch vijfjarenprogramma.

De hoofdstatisticus neemt in het jaarlijkse statistische programma de statistische informatie op die nodig is om het in artikel 8 van het samenwerkingsakkoord van 15 juli 2014 bedoelde geïntegreerde statistische programma uit te voeren, alsmede de informatie die nodig is om aan Europese en internationale verplichtingen te voldoen. Om dit te bereiken raadpleegt hij het gebruikerscomité en zorgt zij ervoor dat de belasting voor de aangevers beperkt blijft.

De hoofdstatisticus vermeldt de volgende posten een laat ze begroten en zien hoe deze zich verhouden tot het vijfjarenprogramma:

- 1° alle officiële statistieken die ontwikkeld, geproduceerd en gepubliceerd moeten worden en hun publicatieschema;
- 2° de aan te leggen en bij te houden statistische registers overeenkomstig artikel 17/11, § 1;
- 3° andere activiteiten in verband met de ontwikkeling van officiële statistieken;
- 4° de producenten van officiële statistieken die verantwoordelijk zijn voor elk van de activiteiten bedoeld in 1° tot 3°;
- 5° alle overdrachten aan producenten van officiële statistieken van gegevens die noodzakelijk worden geacht voor de uitvoering van het statistisch programma;
- 6° het verzamelen van alle gegevens door de producenten van officiële statistieken;
- 7° de bewaartermijn voor persoonsgegevens die worden verwerkt in het kader van het statistisch programma en de passende technische en organisatorische maatregelen die moeten worden nageleefd om de rechten en vrijheden van de betrokkenen te waarborgen;
- 8° elke veronderstelling van gezamenlijke verantwoordelijkheid, in de zin van de AVG, bij de verwerking van persoonsgegevens die vereist zijn voor de productie van officiële statistieken;
- 9° de nodige menselijke en technische hulpbronnen.

De hoofdstatisticus stuurt het programma uiterlijk elf maanden voor de uitvoering voor advies naar het Gebruikerscomité en vervolgens uiterlijk acht maanden voor de uitvoering naar de Regering, samen met het advies van het Gebruikerscomité.

De regering keurt het statistisch jaarprogramma goed door het begrotingskader aan te nemen, uiterlijk drie maanden voor het begin van de uitvoering.

§ 4. De hoofdstatisticus publiceert de vijfjarige en jaarlijkse statistische programma's op de website van de statistische instantie. ”.

Art. 18. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/10 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 17/10. § 1. Door de jaarlijkse statistische programma's goed te keuren, verleent de regering de statistische instantie en andere producenten van officiële statistieken een verzamelmandaat dat bindend is voor derden om de gegevens, met inbegrip van vertrouwelijke gegevens, te verzamelen die nodig zijn om deze programma's uit te voeren.

Op grond van dit mandaat verstrekken de gegevensverstrekkers de statistische instantie of andere producenten van officiële statistieken kosteloos, in de vorm en binnen de termijnen die zij bepalen, de studies en gegevens waarover zij beschikken, met inbegrip van vertrouwelijke gegevens en identificatiegegevens, en die nodig zijn voor de uitvoering van deze programma's. De mededeling van deze gegevens gaat vergezeld van methodologische informatie en metagegevens over de gegevens.

Als er geen voldoende, relevante en betrouwbare gegevens beschikbaar zijn bij de gegevensverstrekkers, houdt dit mandaat het recht in om gegevens rechtstreeks bij de aangevers of gegevenshouders te verzamelen.

§ 2. Indien gegevensverstrekkers een nieuwe gegevensverzameling of een ingrijpende herziening van de gegevensverzameling of -verwerking plannen op een wijze die van invloed kan zijn op de voor officiële statistieken verstrekte gegevens, raadplegen zij de statistische instantie en, indien van toepassing, andere producenten van officiële statistieken alvorens een besluit te nemen.

§ 3. Wanneer het jaarlijkse statistische programma een onderzoek omvat die verplicht is voor de aangevers, stelt de Regering de regels vast voor de uitvoering van het onderzoek en de verplichtingen van de aangevers die aan het onderzoek onderworpen zijn. Deze aangevers verlenen gratis hun medewerking aan het onderzoek. Bij wijze van

uitzondering kan de Regering een vergoeding geven voor hulp bij het verplichte onderzoek, gezien de aanzienlijke last die op de aangevers rust. De Regering stelt de regels vast voor de toekenning van de vergoeding en de hoogte ervan.

§ 4. Vertrouwelijke gegevens die voor de productie van officiële statistieken zijn verkregen, worden door de statistische instantie en andere producenten van officiële statistieken uitsluitend voor statistische doeleinden gebruikt, tenzij de aangever ondubbelzinnig toestemming geeft om ze voor andere doeleinden te gebruiken.

§ 5. Alle producenten van officiële statistieken controleren of de statistische eenheden niet direct of indirect via de bekendgemaakte officiële statistieken kunnen worden geïdentificeerd, rekening houdend met alle passende middelen die redelijkerwijs door een derde partij kunnen worden gebruikt om de statistische eenheid te identificeren.

§ 6. Alle producenten van officiële statistieken zorgen voor de fysieke en logische bescherming van vertrouwelijke gegevens en voorkomen de onrechtmatige bekendmaking ervan, overeenkomstig de richtsnoeren van de hoofdstatisticus en de in artikel 17/6 bedoelde gedragscode.

§ 7. De hoofdstatisticus en de hoofden van de andere producenten van officiële statistieken zijn verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van artikel 4, 7), van de AVG voor de verwerking van persoonsgegevens die zij voor statistische doeleinden uitvoeren. ”.

Art. 19. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/11 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 17/11. § 1. Producenten van officiële statistieken mogen op basis van gegevens die zij indirect van verstrekkers of houders van gegevens of direct van aangevers hebben verzameld, statistische registers aanleggen en bijhouden die uitsluitend voor statistische doeleinden worden gebruikt. Statistische registers bestaan uit statistische eenheden en hun kenmerken, met inbegrip van de kenmerken waarmee ze kunnen worden geïdentificeerd. Deze gegevens kunnen uit verschillende bronnen komen.

§ 2. Om haar statistische taken uit te voeren, kan de statistische instantie gegevens koppelen als ze deze pseudonimiseert voordat ze verder worden verwerkt. ”.

Art. 20. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/12 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 17/12. § 1. Naast statistische programma’s kunnen producenten van officiële statistieken ook statistisch werk leveren op verzoek van een internationale, nationale, regionale of plaatselijke overheidsinstantie. Om dit te doen, gebruiken ze de gegevens die ze bezitten of, als dat niet lukt, verzamelen ze gegevens. Deelname aan deze nieuwe gegevensverzamelingen kan niet verplicht zijn voor gegevensverstrekkers of -houders of voor aangevers.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde instanties dragen de extra kosten van deze statistische werkzaamheden.

Het publiek wordt geïnformeerd over het uitgevoerde statistische werk.

§ 3. Dit statistische werk wordt niet beschouwd als officiële statistieken. Ze mogen de productie en kwaliteit van officiële statistieken of de geloofwaardigheid van het statistisch systeem niet in gevaar brengen. ”.

Art. 21. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/13 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 17/13. § 1. Vertrouwelijke gegevens mogen door een producent van officiële statistieken in het Waalse statistische systeem die de gegevens heeft verzameld, worden doorgegeven aan een andere producent van officiële statistieken in het Waalse statistische systeem als dit noodzakelijk is voor de ontwikkeling, productie en verspreiding van officiële statistieken of om de kwaliteit van officiële statistieken te verbeteren.

§ 2. Vertrouwelijke gegevens die overeenkomstig dit artikel worden toegezonden, worden uitsluitend voor statistische doeleinden gebruikt en zijn alleen toegankelijk voor personeelsleden die op hun specifieke werkterrein statistische taken uitvoeren. Zodra het niet langer nodig is om de statistische eenheden te identificeren om dit statistische werk uit te voeren, worden de gegevens gepseudonimiseerd. ”.

Art. 22. Er wordt in hoofdstuk III/1 van hetzelfde decreet een artikel 17/14 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 17/14. § 1. Voor wetenschappelijke doeleinden kan toegang worden verleend tot vertrouwelijke gegevens die slechts indirecte identificatie van statistische eenheden mogelijk maken en die door producenten van officiële statistieken op hun respectieve bevoegdheidsgebieden zijn verzameld, indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° een overeenkomstig paragraaf 2 erkende onderzoeksentiteit verzoekt om toegang;
- 2° een passend onderzoeksvoorstel, waarvan de inhoud is opgenomen in paragraaf 3, wordt ingediend;
- 3° het soort vertrouwelijke gegevens dat voor wetenschappelijke doeleinden wordt opgevraagd, wordt gespecificeerd;
- 4° een aangewezen vertegenwoordiger van de onderzoeksentiteit ondertekent een vertrouwelijkheidsverbin-
tenis ten aanzien van alle onderzoekers van de entiteit die toegang hebben tot vertrouwelijke gegevens
bestemd voor wetenschappelijke doeleinden en specificeert de toegangsvoorwaarden zoals :
 - a) de verplichtingen van de onderzoekers;
 - b) de maatregelen die zijn genomen om de vertrouwelijkheid van gegevens te beschermen;
 - c) de verplichting om elke publicatie naar de producent te sturen voordat deze wordt verspreid;
 - d) de verplichting om te controleren of statistische eenheden niet indirect kunnen worden geïdentificeerd
via de gepubliceerde resultaten;
 - e) het verbod op het gebruik van de gegevens voor andere doeleinden dan die van het onderzoeksproject;
 - f) het verbod om gegevens door te geven aan derden;
 - g) de sancties die van toepassing zijn in geval van niet-naleving van deze verplichting.

De aanvragen om toegang tot vertrouwelijke gegevens worden gericht aan de producent van officiële statistieken die de gegevens oorspronkelijk heeft verzameld.

§ 2. De erkenning van onderzoeksentiteiten is gebaseerd op criteria met betrekking tot :

- 1° de doelstelling van de entiteit, die wordt beoordeeld op basis van haar statuut, opdracht of enige andere doelstelling en die een verwijzing naar onderzoek bevat;
- 2° de bewezen ervaring of reputatie van de entiteit als een organisatie die kwaliteitsonderzoek produceert en haar resultaten publiceert;
- 3° de modaliteiten voor de interne organisatie van het onderzoek;
- 4° de garanties die zijn genomen op het gebied van technische vereisten en infrastructuur om de beveiliging van gegevens te waarborgen.

Deze erkenning wordt verleend door de statistische instantie op basis van een evaluatieverslag van de producent van officiële statistieken aan wie het verzoek om toegang is gericht.

De statistische instantie stelt de evaluatieverslagen van de onderzoeksinstellingen beschikbaar aan alle producenten van officiële statistieken en publiceert de lijst van erkende onderzoeksinstellingen op haar website.

In lid 1, 2°, wordt de ervaring van de entiteit in het uitvoeren van onderzoeksprojecten beoordeeld op basis van beschikbare lijsten van publicaties en onderzoeksprojecten waarbij de entiteit betrokken is.

Om aan het criterium, vermeld in paragraaf 1, 3°, te voldoen, is de onderzoeksentiteit een afzonderlijke organisatie met rechtspersoonlijkheid, gewijd aan onderzoek, of een onderzoeksafdeling binnen een organisatie. Ze is onafhankelijk en autonoom in de formulering van haar wetenschappelijke conclusies en staat los van de politieke sfeer van het orgaan waartoe het behoort.

§ 3. Het onderzoeksvoorstel geeft precies aan :

- 1° het wetenschappelijke doel dat met het onderzoek wordt nagestreefd;
- 2° de reden waarom dit doel niet kan worden bereikt met niet-vertrouwelijke gegevens;
- 3° de entiteit die toegang vraagt;
- 4° de onderzoekers die toegang hebben tot de gegevens;
- 5° de gegevens en variabelen waartoe toegang wordt gevraagd en de methoden om ze te analyseren;
- 6° de verwachte resultaten van het onderzoek die nadien gepubliceerd of verspreid worden.

Elke onderzoeker die toegang heeft tot de gegevens ondertekent een geheimhoudingsverklaring die bij het onderzoeksvoorstel is gevoegd.

De producent aan wie het verzoek om toegang is gestuurd, beoordeelt het zoekvoorstel.

Evaluatieverslagen over onderzoeksvoorstellen worden naar de statistische instantie gestuurd, die ze op een intranet beschikbaar stelt aan alle producenten van officiële statistieken. ”.

Art. 23. In artikel 20 van hetzelfde decreet wordt punt 2° opgeheven.

Art. 24. Worden opgeheven:

- 1° het besluit van de Waalse Regering van 10 september 1998 houdende oprichting van een Waarnemingscentrum voor de Werkgelegenheid;
- 2° het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2001 houdende oprichting van een Waarnemingscentrum voor de Mobiliteit.

Namen, 11 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement 1656 (2023-2024) Nrs. 1 en 1bis tot 5.

Volledig verslag, plenaire zitting van 10 april 2024.

Bespreking.

Stemming.